Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 septembre.

Sud-Kivu : plus de 10 morts dans une répression de l'armée sur des manifestants civils à Kamanyola. Plus de 10 personnes sont mortes, vendredi 15 septembre, à Kamanyola, dans le territoire de Walungu (Sud-Kivu), après une répression de l'armée congolaise sur des manifestants burundais demandeurs d'asile. Selon le bilan provisoire livré par la société civile locale, plus d'une centaine de personnes ont également été blessées par balles. Les demandeurs d'asile burundais étaient venus en masse, avec femmes et enfants, pour réclamer la libération de deux de leurs compatriotes arrêtés par les services de sécurité de la RDC. Les deux jeunes burundais étaient poursuivis pour fabrication des armes blanches, relate la société civile. Mais les services de sécurité avaient décidé de les extrader au Burundi après audition. Les autres Burundais pris de colère ont décidé d'affronter les agents de sécurité, à en croire des témoins. Ces derniers affirment qu'un jeune parmi les manifestants a ravi l'arme d'un capitaine des Frdc et a commencé à tirer en l'air. Dans la dispute qui s'en est suivi, un commandant de la police a été blessé par des jets de pierre. Les troupes des FARDC sont intervenues et auraient tiré à balle réelle sur la foule, poursuivent des témoins.

Kolwezi : les habitants de Kasulo protestent contre la délocalisation de leur quartier. Les habitants du quartier Kasulo dans la commune Manika à Kolwezi (Lualaba) se sont soulevés vendredi 15 septembre pour contester la décision du gouvernement provincial de délocaliser ce quartier vers le site de Samunkinda. D'après eux, l'indemnisation que propose le gouvernement pour sa délocalisation n'est pas suffisante. Aucune précision n'a été donnée sur le montant. La police intervient et fait usage des gaz lacrymogènes pour les disperser. Dans ces échauffourées, les manifestants saccagent puis incendient deux sous-commissariats de la police. Et les véhicules et motos que s'y trouvent sont aussi incendiés. Dans cette confusion, les détenus profitent pour s'évader. Après une accalmie, quelques manifestants reviennent en début d'après-midi pour piller quelques magasins des Chinois. Le bilan fait état de quelques arrestations et d'incendie des postes de la police.

RDC : les anciens passeports sémio-biométriques seront invalidés à partir du 16 octobre. Les anciens passeports congolais semi-biométrique encore en circulation ne seron plus valides à partir du 16 octobre prochain sur toute l'étendue de la RDC. Pour les Congolais vivant à l'étranger qui n'ont pas de passeports biométriques, s'ils veulent rentrer au pays, leurs passeports qui seront invalidés seront retirés au poste frontalier d'entrée. Il leur sera remis la photocopie de ces passeports invalidés et retirés, pour leur permettre de solliciter le nouveau passeport biométrique. Lors de l'inauguration du passeport biométrique à puce le 10 novembre 2015 par le chef de l'Etat, le précédent ministre des Affaires étrangères Raymond Tshibanda avait affirmé que les détenteurs des anciens passeports allaient les garder jusqu'à leur expiration avant de se procurer le nouveau passeport biométrique.

Lubumbashi : incinération des produits alimentaires avariés, saisis dans les magasins des Chinois. La commission des Avaries de la mairie de Lubumbashi (Haut-Katanga), a incinéré, vendredi 15 septembre, des produits alimentaires impropres à la consommation et d'autres produits avariés découverts dans le magasin Miranda appartenant à des Chinois. Dans ces magasins, il y avait des produits dont la date d'expiration était de 2013, mais les responsables ont placé un double étiquetage pour modifier la date de péremption et mentionné 2017. Sur d'autres produits, il n'y avait aucune mention.

RDC : le gouvernement engagé à promouvoir les activités scolaires dans l'espace Kasaï. Le gouvernement est engagé à promouvoir les activités scolaires dans l'espace Kasaï, a assuré vendredi 15 septembre, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena. Il appelle le peuple de cette contrée à cultiver la paix pour le développement de la RDC à travers le secteur de l'éducation. Gaston Musemena promet, à travers le forum sur la paix, la détermination du gouvernement à « appuyer le Grand Kasaï et de le récupérer.» Ces assises vont débuter lundi 18 septembre pour se clôturer mercredi 20 septembre à Kananga dans le Kasaï-Central. Ces travaux tourneront autour de la réconciliation et le développement de l'espace kasaïen.

Sud-Kivu : un tremblement de terre à Bukavu. La terre a tremblé à Bukavu au Sud-Kivu, vendredi 15 septembre dans la soirée aux environs de 19h45', heure locale. Ce mouvement séismique a été suivi par plusieurs répliques, dont la plus grande avait comme magnitude de 4.2. **L**'épicentre a été localisé dans la région de Walungu. Jusque-là aucun dégât n'a été enregistré.

Lutte contre le choléra en RDC: une agence américaine «prête» à collaborer avec le gouvernement. Le centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC), une agence américaine se dit «prête» à collaborer avec le gouvernement de la RDC dans la lutte contre le choléra. Son directeur, Remy Ewotola, a indiqué que son agence a déjà déployé des agents sur le terrain pour des investigations et la surveillance et qu'elle finance plusieurs programmes dans le secteur de la sante, notamment dans la prévention des plusieurs maladies.20 provinces sur les 26 que compte la RDC sont affectées par le choléra. Plus de 24 000 cas suspects sont enregistrés avec plus de 500 décès.

Sud-Kivu : échauffourées entre armée et demandeurs d'asile burundais, 35 morts (bilan revu). D'après le chef de poste d'encadrement administratif de Kamanyola, Bertin Zagabe, trente-cinq personnes sont mortes dans les échauffourées qui ont lieu vendredi 16 septembre entre l'armée congolaise et les demandeurs d'asile burundais, à Kamanyola, en territoire de Walundu (Sud-Kivu). La même source parle aussi de cent-quinze blessés, admis dans les hôpitaux de Kamanyola et Luvungi. C'est vendredi vers 16 heures qu'un groupe de demandeurs d'asile burundais est allé manifester devant le bureau des services de sécurité avec l'objectif de saccager ce bureau. Ils exigeaient la libération de quatre détenus burundais arrêtés pour des raisons d'enquête. Les services de sécurité les soupçonnaient de fabriquer des armes blanches dans leur résidence. Cette manifestation a dégénéré et conduit à un affront, d'abord aux jets de pierre avec la police puis à l'arme à feu après l'intervention des Fardc. Dans un communiqué publié samedi 16 septembre, le gouvernement burundais considère cette fusillade comme un massacre et demande au gouvernement congolais, à la Monusco et au Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de s'expliquer.

Joseph Kabila séjourne à Kalemie. Le chef de l'Etat, Joseph Kabila, est arrivé samedi 16 septembre en mi-journée à Kalemie dans le Tanganyika. A son arrivée à Kalemie, il a pris un bain de foule à son arrivée avant de s'entretenir avec le gouverneur de la province. Joseph Kabila a entrepris la visite des chantiers en construction dans la ville, notamment le bateau en construction au port de la SNCC (Société nationale des chemins de fer du Congo), la voierie urbaine en modernisation, la nouvelle piste de l'aéroport en construction, le nouveau stade de football.

Rutshuru : un mort à Busendu et un prêtre enlevé à Ntamugenga. Une personne est morte dans la nuit de vendredi à samedi 16 septembre dans le secteur de Busendu, à une dizaine de kms de Rutshuru-centre (Nord-Kivu), dans une embuscade tendue par des miliciens. Sept autres personnes qui étaient à bord du véhicule qui est tombé dans l'embuscade ont été grièvement blessée. Trois autres passagers à bord ont été enlevés, dont un médecin. À Ntamugenga, un village du groupement de Bweza, le prêtre Jean de Dieu Kasereka Kanefu a aussi été enlevé dans la même nuit. Le prêtre kidnappé était en vacances et logé au couvant des sœurs à Ntamugenga.

RDC : Maman Sidkou «choqué» par les actes de violences perpétrés à Kamanyola. Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou, condamne les actes de violence perpétrés à Kamanyola au Sud-Kivu. «Je suis profondément choqué par le nombre élevé de victimes civiles qui étaient venues chercher refuge en RDC et je condamne toute forme de violence entre communautés», a déclaré le chef de la Monusco. Maman Sidikou rappelle l'obligation pour les forces de défense et de sécurité de ne recourir à la force qu'en dernier recours, en respect des principes de nécessité, proportionnalité et légalité, conformément aux standards internationaux.

Dimanche 17 septembre.

Rép. dém. du Congo : le nonce déplore une situation humanitaire préoccupante. La situation humanitaire dans la région du Kasaï, au centre de la RDC, qui regroupe plus de 3 millions d'habitants, est toujours « préoccupante », a déclaré le nonce apostolique argentin, Mgr Luis Mariano Montemayor, dans un entretien à

Radio Okapi, la radio financée par la mission de l'ONU à Kinshasa, relayé par Radio Vatican en français (Olivier Bonnel), vendredi 15 septembre 2017. Le nonce a en effet effectué une visite, auprès « des populations les plus vulnérables », rapporte la même source qui rappelle : « Depuis plus d'un an, la violence qui sévit dans la région, après l'assassinat par l'armée d'un chef coutumier est devenue endémique. Plus de 3 000 personnes ont été tuées et 1,5 millions de personnes se sont déplacées. » Mgr Montemayor fait état de l'absence d'aide humanitaire, alimentaire notamment, et dans le diocèse de Luisa en particulier. Et il déplore des « blocages politiques » qu'il dénonce. A Luisa, « l'Eglise est parfois le seul acteur sur place à même de fournir une aide, notamment à travers des centres de nutrition financés directement par le Pape François » : « Pourquoi le Pape doit-il lancer des appels pour sauver la population alors que les autorités locales restent muettes ? ». Il dénonce une politique « qui marche à l'envers » : « Elle impose sa juridiction militaire ou fiscale, mais elle ne se préoccupe pas d'assurer les services essentiels à la population: l'éducation, la santé, la sécurité. Et cela est une des caractéristiques de l'état congolais, qui est aussi un héritage de l'époque coloniale. » Mgr Montemayor pointe du doigt un Etat «prédateur de son propre peuple» : « une phrase lourde de sens dont l'objectif est de réveiller les consciences, mais qui ne vise personne en particulier explique-t-il car «il s'agit d'une catégorie de la sociologie politique.» Pour le nonce argentin, les Congolais vivent dans un pays frappé par la « paralysie », résume Radio Vatican: Mgr Montemayor « exhorte ainsi la classe politique du Kasaï à changer d'attitude, tout comme au plus haut sommet de l'Etat pour enfin en finir avec les souffrances endurées par la population. » Le nonce rappelle aussi qu'une visite du pape François en RDC ne peut pas être à l'agenda « tant que le dialogue politique n'aura pas débouché sur des élections». (Radio Vatican)

Invalidation des passeports semi-biométriques : le député Munubo exige l'audition de She Okitundu. Au lendemain de la décision du gouvernement congolais d'invalider à partir du 16 octobre prochain les anciens passeports congolais semi-biométrique en circulation, le député national Juvénal Munubo exige l'audition du Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères Leonard She Okitundu sur cette mesure. Le député de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a en effet déposé samedi 16 septembre au bureau de l'Assemblée nationale une question orale avec débat à adresser au chef de la diplomatie congolaise pour qu'il explique aux élus du peuple « les motivations de cette décision ». Le député Munobo dénonce une mesure « impopulaire », prévenant qu' « elle va surement provoquer une grogne au sein de la population ».

Répression des réfugiés burundais à Kamanyola : « une situation de légitime défense », réagit le gouverneur. Pour le gouverneur intérimaire du Sud-Kivu Ladislas Muganza wa kandwa, les militaires congolais qui sont intervenus vendredi à Kamanyola pour rétablir l'ordre perturbé par une manifestation des réfugiés burundais ont réagi dans une situation de « légitime défense ». M. Muganza attribue ce drame « déplorable » à un « débordement des refugiés » qui selon lui, n'ont pas voulu qu'on arrête deux de leurs compatriotes en conflit avec les lois internationales régissant les réfugiés. D'après la police en effet, les deux réfugiés burundais dont leurs compatriotes réclamaient la libération, fabriquaient des armes blanches dans leur résidence. A en croire des témoins, les manifestants s'en sont pris aux forces de l'ordre, blessant un policier. Pour prévenir tout risque de conflit qui pourrait subvenir entre ces réfugiés burundais et les peuples autochtones, le gouverneur Ladislas Muganza wa kandwa préconise la délocalisation des 2000 réfugiés burundais encore présents dans la zone.

RDC : Justicia ASBL s'oppose à l'invalidation des passeports semi-biométriques. L'ONG de défense des droits de l'homme « Justicia ASBL » demande au gouvernement congolais d'annuler la mesure invalidant à partir du 16 octobre tous les passeports semi-biométriques en circulation dans le pays. Selon lui, rien ne justifie l'empressement des autorités congolaises qui, relève-t-il, veulent contraindre les citoyens à se procurer d'autres passeports en recourant à la saisie forcée à l'aéroport des passeports semi-biométriques valides.

RDC : pour le gouvernement, le passeport semi-biométrique n'offre pas de garantie sécuritaire. A en croire le communiqué de M. Mende, le gouvernement a pris cette mesure « pour le bien-être de la population ». Pour s'en convaincre, le porte-parole du gouvernement soutient dans son communiqué que le passeport semi-biométrique n'est pas fiable, parce qu'il peut s'obtenir rien qu'avec une simple photo scannée. « Ce qui ne le met pas à l'abri de contrefaçon ou de falsification », lit-on dans ce communiqué. Et face à ces problèmes sécuritaires, certaines puissances étrangères ont annoncé qu'au mois de novembre 2017, les détenteurs des passeports semi-biométriques congolais ne pourront plus accéder sur leurs territoires, fait savoir le ministre de la communication et des medias. Il a par ailleurs fait remarquer que deux sortes de passeport, en l'occurrence semi-biométrique et biométrique, circulent simultanément en RDC. Cela pose un réel problème au regard des autorités étrangères quant à la fiabilité même du passeport congolais.

Equateur : un avion s'écrase à Ingende. Ce petit porteur se dirigeait vers Boteka, siège des Plantations huileries du Congo, (PHC) Boteka, lorsqu'il s'est écrasé dans le marécage de la localité Boale Bombomba et s'est enfoncé avec ses occupants dans l'eau boueuse. Aucun passager n'a survécu au crash, indiquent les

responsables de l'aviation et les témoins, qui ne donnent aucun détail sur le nombre des occupants de cet appareil. Ils ne donnent pas aussi les détails sur la ville de provenance de l'avion.

Grand Kasaï : Emmanuel Ramazani promet une conférence ouverte à toute le monde. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur est arrivé, ce dimanche, à Kananga, chef-lieu du Kasaï-Central. Emmanuel Ramazani Shadari va participer à la conférence de la paix, de la réconciliation et du développement du Grand-Kasaï qui a été secoué par les violences ces derniers mois. Cette conférence doit débuter lundi 18 septembre à Kananga. Emmanuel Ramazani promet une conférence de paix ouverte à tout le monde. Il fait remarquer que ce forum permettra aussi aux originaires de ces provinces de se dire la vérité et établir les responsabilités. Ces travaux tourneront autour de la réconciliation et le développement de l'espace kasaïen. Ils mettront ensemble les forces vives de cinq provinces issues du Grand Kasaï: le Kasaï-Oriental, le Kasaï, le Kasaï-Central, le Sankuru et la Lomami. Ces entités ont été récemment affectées par le phénomène Kamuina Nsapu.

Lubumbashi : 70 jeunes filles terminent une formation sur les métiers. Plus de 70 jeunes filles vulnérables parmi lesquelles des orphelines du quartier Kigoma dans la commune Kampemba à Lubumbashi (Nord-Katanga) ont terminé samedi 16 septembre une formation en coupe et couture, l'art culinaire et de l'esthétique. Cette formation a été assurée par l'Association des femmes pour le développement communautaire ainsi que l'organisation pour la promotion du futur avec l'appui technique et financier de Vision Mondiale / RDC.

Lundi 18 septembre.

RDC: conséquences de la grève des professeurs de l'Unikin et l'UPN. Les professeurs de l'Université de Kinshasa (Unikin) et de l'Université pédagogique nationale (UPN) ont radicalisé leur mouvement de grève depuis jeudi 14 septembre à Kinshasa, arguant que le gouvernement n'a pas répondu à leurs revendications. Mais, les étudiants de ces deux institutions, interrogés par Radio Okapi dimanche 17 septembre, recommandent aux autorités politiques de se pencher sur cette affaire. Car, indiquent-ils, ils subissent les conséquences de la modification du calendrier académique. Les étudiants demandent au gouvernement de régler cette situation urgemment.

Panique à Kinshasa : des parents retirent leurs enfants des écoles. Un mouvement de panique est observé lundi 18 septembre dans certaines communes de Kinshasa. Peu avant 10 heures, heure locale, des parents ont accouru vers les écoles pour récupérer leurs enfants. Selon un parent du quartier Mombele, dans la commune de Limete, tout est parti d'une rumeur qui a circulé annonçant qu'un groupe de personnes non identifiées passent dans des écoles pour demander aux responsables de faire sortir les élèves. Dans sa relation des faits, ce parent fait remarquer que la police a tenté d'empêcher les parents de récupérer leurs enfants. Mais ces parents, pris de panique, ont forcé les portes des écoles pour faire sortir leurs enfants. Il pense que ce mouvement est l'œuvre des jeunes «désœuvrés.» Dans certaines écoles, les responsables ont refusé de libérer les enfants, comme au Complexe scolaire Mgr Moke. Dans d'autres par contre, les écoliers ont été libérés. C'est notamment le cas du collège Don Bosco, dans la commune de Masina. A propos de la rumeur qui annonçait qu'un groupe de gens attaquait les écoles, le Frère Nestor Kolela dit n'avoir vu que les parents. Il n'a vu aucun manifestant.

Kasaï-Central : les femmes veulent participer au forum sur la paix. Les femmes du Kasaï-Central plaident pour leur participation au forum sur la paix prévu du 18 au 20 septembre à Kananga. Elles ont exprimé ce vœu, samedi 16 septembre, lors d'une rencontre organisée par le Conseil régional des ONG de développement (CNONGD) du Kasaï et du Kasaï-Central. Cette plate-forme accompagne les femmes pour fédérer leurs efforts dans la lutte contre les violences dont elles sont victimes. Nathalie Kambala, membre d'une structure féminine locale, a souhaité la participation active de la femme à ce forum sur la paix pour «donner ses idées et contribuer au développement de l'espace Kasaïen.»

Tueries des Burundais à Kamanyola : Justin Bitakwira recommande une enquête. Le ministre de Développement rural, Justin Bitakwira, recommande une enquête après les tueries des demandeurs d'asile burundais à Kamanyola (Sud-Kivu). Dans une déclaration faite dimanche 17 septembre à Radio Okapi, il dénie à ces personnes le statut des réfugiés. Selon lui, plus de dix mille Burundais ont traversé la frontière et ils ne sont pas reconnus par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Justin Bitakwira témoigne que certains de ces Burundais sont armés.

La Majorité présidentielle vulgarise l'accord de la Saint Sylvestre. La Majorité présidentielle (MP) a lancé samedi 16 septembre à Kinshasa une campagne de vulgarisation de l'accord du 31 décembre qu'elle a signé avec les représentants de l'opposition et ceux de la société civile au centre interdiocésain. Selon le secrétaire génal adjoint de la MP, Joseph Kokonyangi, l'initiative vise à dissiper tout malentendu parmi la population au sujet de l'interprétation de cet accord. «C'est écrit noir sur blanc dans cet accord que le 31 décembre, c'est mieux que les

trois élections soient organisées et toute fois, s'il y a impossibilité, […] le CSAC, le gouvernement, la Ceni puissent se réunir pour nous donner un calendrier» interprète M. Kokonyangi, avant de fustiger « ceux qui disent que le 31 décembre, le ciel va tomber ».

Passeports semi-biométriques : Laurent Batumona appelle à l'annulation de la décision du gouvernement. Le président du Mouvement de Solidarité pour le changement (MSC), Laurent Batumona, demande au gouvernement d'annuler sa mesure invalidant, au plutard le 16 octobre, les passeports semi-biométriques encore en circulation en RDC. **Il**dénonce « une politique de prédation de la population », relevant que les démarches pour obtenir les passeports congolais nécessitent un budget exorbitant.

Kananga : nouveau report du forum sur la paix au Kasaï. Le forum sur la paix dans l'espace Kasaï est de nouveau reporté, a annoncé dimanche 17 septembre le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani, sans précisions sur la nouvelle date. Ce forum ne s'ouvre plus ce lundi comme annoncé. C'est le deuxième report de l'ouverture des travaux du forum sur la paix dans l'espace Kasaï, initialement prévue vendredi 15 septembre. Les organisateurs avaient renvoyé l'évènement au 18 septembre en vue d'attendre l'arrivée de toutes les délégations dans la ville de Kananga.

Ituri : la rentrée parlementaire risque d'être perturbée suite au non-paiement de députés provinciaux. La rentrée parlementaire de septembre, prévue le 30 de ce mois, risque de ne pas avoir lieu à l'assemblée provinciale de l'Ituri, craint son rapporteur Ferdinand Ngbadhego. Dans une déclaration faite lundi 18 septembre à Radio Okapi, il indique que les députés provinciaux ne sont pas payés depuis cinq mois et le bureau de cet organe législatif manque de frais de fonctionnement. Suite à cette situation, les agents administratifs menacent de sécher le travail, alerte Ferdinand Ngbadhego.

Joseph Kabila et Bruno Tshibala à Kananga pour la conférence sur la paix aux Kasaï. La conférence sur la paix au Kasaï doit débuter cette semaine à Kananga. Le chef de l'Etat Joseph Kabila, et le Premier ministre Bruno Tshibala sont arrivés ce lundi 18 septembre dans la capitale provinciale du Kasaï-Central pour prendre part à ce forum réclamé depuis plusieurs mois par des personnalités politiques et des acteurs associatifs de la région du Kasaï. L'objectif de la rencontre est de mettre ensemble toutes les personnes concernées pour discuter de la crise que le Kasaï a connue. Depuis août 2016, la région a connu une violence inouïe à la suite de la mort du chef traditionnel Kamuina Nsapu. Forces de l'ordre, miliciens Kamuina Nsapu ainsi que d'autres groupes plus ou moins connus sont accusés d'avoir perpétré de terribles exactions sur les populations civiles. Selon l'Eglise catholique, plus de 3000 personnes ont été tuées. Plus de 80 fosses communes ont été recensées. L'ONU a enregistré environ 1,4 million de personnes qui ont été contraintes de se déplacer pour fuir les violences. C'est de tout cela qu'il devrait être question au cours de cette conférence sur la paix, la réconciliation et le développement.

Kasaï-Central : les chefs coutumiers réclament le retour «immédiat» du gouverneur Alex Kande. Les chefs coutumiers du Kasaï-Central réclament le retour «immédiat» du gouverneur de province Alex Kande Mupompa, avant le début du forum sur la paix dans l'espace Kasaï. Ces chefs traditionnels pensent qu'il est nécessaire de «mettre ensemble toutes les filles et fils de l'espace Kasaïen pour se parler et jeter les bases solides de réconciliation pour le développement de leurs entités». De son côté, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), plaide pour que toutes les tendances soient présentes à ce forum.

Invalidation les passeports semi-biométriques : le gouvernement « veut protéger les Congolais des tracasseries à l'étranger ». Le vice-ministre des Affaires étrangères Aggée Aje Matembo Toto affirme que le gouvernement de la RDC invalide les passeports semi-biométriques pour protéger les Congolais des tracasseries à l'étranger et se conformer aux exigences sécuritaires internationales. Il fait remarquer que cette décision n'affecte pas les visas en cours de validité. Le député national Christian Mwando de son côté rejette les raisons avancées par le vice-ministre pour justifier cette annulation et parle d'acte criminel. Il rappelle qu'il y a deux mois, il avait interpellé le ministre des Affaires étrangères sur une augmentation de dix dollars sur le prix du passeport de la RDC déjà très couteux.

Un casque bleu tué dans une attaque des ADF dans le territoire de Beni. Un casque bleu a été tué et un autre blessé dimanche 17 septembre dans une attaque simultanée de présumés ADF contre des positions des Fardc et des casques bleus, situées sur l'Axe Mbau- Kamango, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Quelques militaires Fardc sont aussi portés disparus au cours des combats qui ont suivi cette attaque, indiquent des sources militaires.

Nord-Kivu : interpellation de deux présumés ravisseurs des prêtres de Bunyuka. Deux présumés ravisseurs de deux prêtres de la paroisse catholique Notre dame des anges de Bunyuka, dans la chefferie de Bashu, au sud

du territoire de Beni (Nord-Kivu), ont été interpellés à Gisenyi au Rwanda et remis samedi 16 septembre aux autorités congolaises par la police rwandaise. L'un de ces deux présumés ravisseurs, Augustin Kambere, originaire de Bunyuka, est considéré comme le chef de file des ravisseurs des deux prêtres. Les deux suspects ne sont toujours pas encore passés aux aveux. L'endroit où sont détenus les deux prêtres, Charles Kipasa et Jean Pierre Akilimali, n'a toujours pas été révélé. Les suspects nient leur implication dans cet enlèvement.

Mardi 19 septembre.

La Monusco réitère son appui aux réfugiés burundais à Kamanyola. La Monusco continuera à apporter son appui aux réfugiés burundais et elle discute avec d'autres partenaires pour qu'une solution durable soit vite trouvée pour leur séjour en RDC, affirmé lundi 18 septembre le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, David Gressly. « Je suis venu avec une équipe qui va travailler pour faire des enquêtes bien sûr, mais aussi on va continuer notre soutien aux réfugiés qui sont là jusqu'à ce que les humanitaires puissent venir donner leur appui. Il faut trouver une solution définitive pour ces réfugiés, le fait qu'il y a des tensions qui existent ici, il faut dire que ça demande une solution. Donc, on a eu de bonnes discussions avec les autorités locales à propos de ça et aussi avec les réfugiés burundais », rapporte David Gressly.

Equateur : «Il n'y a pas eu de crash à Ingende», précise le ministère des Transports. Dans un communiqué publié lundi 18 septembre, le ministère des Transports précise qu'il n'y a pas eu crash d'un quelconque aéronef dans la zone d'Ingende, en Equateur. Ce communiqué dément ainsi la nouvelle annoncée précédemment par des témoins faisant état d'un crash d'un petit porteur mercredi dans la localité Boale Bombomba dans le secteur de Bokatola (Equateur). Selon le vice-premier ministre et ministre des Transports, José Makila Sumanda, les informations fiables fournies par les services techniques de son ministère renseignent qu'un aéronef survolé cette zone à basse altitude en date du 13 septembre. Ce qui a «créé la panique dans le chef de la population locale, qui a cru à un crash. »

Après la psychose à Kinshasa : la police invite les parents à envoyer leurs enfants à l'école. La Police nationale congolaise (PNC) invite les parents à envoyer leurs enfants à l'école, mardi 19 septembre «sans aucune crainte». Cet appel fait suite à la panique qui a gagné la veille les parents de Kinshasa, suite à une rumeur indiquant que les étudiants faisant sortir les élèves des écoles. La police fait savoir qu'aucun mouvement des étudiants n'a été constaté dans la ville, pour aller faire sortir les enfants des écoles.

Passeport semi-biométrique: ACAJ dénonce la violation du principe de continuité du service public. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) accuse le ministère des Affaires étrangères d'avoir violé un des principes importants du droit administratif, qui est la continuité du service public, en invalidant à partir du 16 octobre des passeports semi-biométriques en circulation en RDC. Il renseigne avoir déposé auprès du ministère des Affaires étrangères « le recours gracieux », afin de pousser les auteurs de cette décision « à revenir à la raison ».

Walungu : l'administrateur du territoire exige le départ «immédiat» des réfugiés burundais. L'administrateur du territoire de Walungu, Dominique Bofondo, exige le départ «immédiat» des réfugiés burundais de son territoire. Ces personnes sont installées dans le village de Kamanyola. «La population a déclaré qu'on ne voudrait plus vivre avec ces gens, car ce serait une bombe à retardement pour nous», a affirmé Dominique Bofondo. Cette position est soutenue par les femmes de la société civile de Kamanyola, qui disent craindre pour leur sécurité.

Conférence sur la paix aux Kasaï, « un manque de respect pour les victimes », estime le député Lubaya. Selon le député Claudel-André Lubaya on ne peut pas parler de réconciliation et de paix dans un contexte où la justice aux victimes n'a pas encore été rendue. « Les préalables pour toute paix, toute réconciliation, c'est d'abord la justice. Il faut que les responsabilités de la tragédie du Kasaï soit préalablement établie et que l'opinion sache qui est à la base de quoi, qui a provoqué ça, pourquoi il a provoqué ça », préconise-il.

Conférence sur la paix aux Kasaï : « C'est aux auteurs de la violence de s'excuser ». La conférence sur la paix au Kasaï doit débuter cette semaine à Kananga. Pour certains habitants, il appartient aux auteurs de cette violence de s'excuser auprès des victimes lors de ce forum. D'autres, optimistes, pensent que cette conférence peut être un socle sur lequel les habitants de la région peuvent bâtir durablement la paix.

Joseph Kabila ouvre la conférence sur la paix, la réconciliation et le développement à Kananga. Le chef de l'Etat a ouvert, ce mardi 19 septembre à Kananga, la conférence sur la paix, la réconciliation et le développement dans l'espace kasaïen. Pour Joseph Kabila, ces assises se proposent de « baliser le chemin pour le rétablissement d'une paix durable dans cette partie du pays », qui a connu des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu.

Joseph Kabila exige la justice pour les victimes de violences. Le chef de l'Etat congolais exige que justice soit faite aux victimes des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu dans l'espace Kasaïen. Joseph Kabila a fait cette recommandation, ce mardi 19 septembre, à l'ouverture de la conférence sur paix, la réconciliation et le développement de la région. Joseph Kabila promet que les auteurs des atrocités commises dans le Grand-Kasaï répondront de leurs actes devant la justice.

Moise Katumbi et Félix Tshisekedi plaident pour une transition sans Kabila. Dans un communiqué de presse publié lundi 18 septembre à New York, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, Felix Tshisekedi, Moïse Katimbi, André Mbata et Floribert Anzuluni plaident pour que cette transition politique soit conduite par des personnalités « éminentes consensuelles qui seront chargées de préparer les élections démocratiques », pour éviter un vide juridique dans la perspective de la non-tenue des élections le 31 décembre 2017 au plus tard. Ces acteurs politiques de l'opposition affirment qu'ils sont attachés au respect de la constitution et à la mise en œuvre de l'accord de la Cenco. Ils estiment qu'il n'est pas possible d'organiser des élections ni avec le président Joseph Kabila ni avec la Ceni dans sa configuration actuelle. Pour Félix Tshisekedi, Moise Katumbi et leurs camarades, Joseph Kabila s'est disqualifié en tant que président de la République et cesse d'être l'interlocuteur valable. André Alain Atundu, porte-parole de la MP, affirme que ces opposants avancent des propositions téléguidées par les pays étrangers. Il en veut pour preuve, le fait que leur communiqué est publié à partir d'un pays étranger.

Kinshasa : ouverture du conclave de la plateforme Le Centre. La plateforme politique Le Centre a ouvert ce mardi 19 septembre à Kinshasa son conclave. Durant deux jours, les participants à ces assises vont discuter et élaborer le manifeste qui va déterminer le fondement idéologique du Centre et les propositions de sortie de la crise politique en RDC. Face à l'impasse dans laquelle se trouve le pays suite à la non organisation des élections, Le Centre se présente comme « une alternative crédible dans le conflit politique qui oppose la majorité à l'opposition », fait remarquer Germain Kambinga, président de cette plateforme.

Mercredi 20 septembre.

RDC : baisse de cas de choléra, 1 100 cas recensés. Mille cent cas de choléra, dont douze décès, ont été enregistrés dans la semaine du 11 au 17 septembre en RDC. Le programme national pour l'élimination du choléra (PNEC), a livré ces chiffres mardi 19 septembre à Radio Okapi, sur base des 70% des données de surveillance récoltées à travers le territorial national. Le PNEC note une tendance à la baisse de cette épidémie par rapport à la semaine du 4 septembre, période pendant laquelle mille sept cents cas, dont quatorze décès ont été notifiés. Selon le coordonnateur du PNEC, Didier Bompange, cette amélioration de la situation du choléra est notamment due à la prise en charge des malades qui sont rapprochés des centres de santé.

Nord-Kivu : plus de 100 personnes portées disparues après une forte pluie à Matanda et Kibabi. Au moins une centaine de personnes sont portées disparues et une dizaine d'autres sont mortes après une forte pluie suivie des éboulements qui s'est abattue, mardi 19 septembre dans les groupements Matanda et Kibabi, au moins 30 km de Masisi centre (Nord-Kivu). Selon le bilan provisoire dressé par l'administrateur du territoire, Dieudonné Sthishiku, plus de 100 maisons ont été emportées. Plusieurs sources dans la région confirmées par l'administrateur du territoire de Masisi indiquent qu'au moins 5 à 6 villages sont frappés par cette catastrophe naturelle. Un acteur de la société civile locale parle aussi de 37 personnes qui s'abritait dans une maison et qui sont toutes disparues.

Beni : plus de 1 000 déplacés de Kasindi-Port vivent dans des conditions difficiles. Environ 1 080 personnes vivent dans des conditions difficiles dans la localité de Kasindi-port (Beni) où elles ont trouvé refuge. Ces personnes ont fui des affrontements entre l'armée et une milice le weekend dernier à Kyavinyonge. Ces déplacés manquent pratiquement de tout parce qu'ils n'ont reçu jusqu'à présent aucune assistance. Kasindi-port est avant tout un site de pêcheurs et n'a aucune infrastructure, ni la capacité d'accueillir ces déplacés. En outre, le secteur n'est pas alimenté en eau potable. Conséquence, ces personnes sont contraintes de consommer l'eau du Lac Edouard.

RDC : Joseph Kabila appelle les populations du Grand Kasaï à s'enrôler. Le chef de l'Etat, Joseph Kabila, invite les populations du grand Kasaï à s'enrôler. «Je réitère mon appel pressant fait au mois de juin de l'année dernière sur place ici à Kananga, aux jeunes en âge requis à se faire enrôler massivement en vue de parachever la première étape en cours de notre processus électoral», a affirmé le président de la République. Il a également invité tous les Congolais réfugiés dans des contrées voisines à regagner le pays. L'opération de révision du fichier électorale a débuté, il y a une semaine, dans le Kasaï, Kasaï-Central et une partie de la Lomami. 3,1 millions d'électeurs sont attendus pour les deux provinces précitées.

RDC: l'ONU table toujours sur une présidentielle d'ici au 31 décembre. L'ONU table toujours sur la tenue d'ici la fin 2017 d'une élection présidentielle en RDC, où la tension monte à l'approche de cette date-butoir du 31 décembre chaque jour plus illusoire pour organiser la succession du président Joseph Kabila.

Nord-Kivu : accusé de viol sur mineure, un bourgmestre de Butembo suspendu. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a suspendu mercredi 20 septembre, le bourgmestre de la commune de Bulengera à Butembo. Il est accusé de viol sur mineure. Pour le Gouverneur de la province, le bourgmestre est suspendu «pour permettre à la justice de bien faire son travail.»

Kasaï-Central : la société civile déplore le caractère « exclusif » de la conférence sur la paix. Dans un communiqué publié mardi dans la capitale du Kasaï-Central, le coordonnateur de la nouvelle société civile du Kasaï-Central, Daniel Ntumba, relève que lors des travaux préparatoires de ce forum, une frange de la Société civile de la province a été volontairement exclue de ces travaux. Une attitude des organisateurs qui selon lui éloigne cette conférence de son objectif principal qui est la réconciliation.

Kinshasa : la police interpelle 30 personnes qui manifestaient contre l'invalidation du passeport semi biométrique. La Police a interpellé ce mercredi 20 septembre devant le ministère des Affaires étrangères à Kinshasa, trente personnes qui manifestaient contre la décision de ce ministère d'invalider le passeport semi-biométrique. Cette manifestation n'a duré que dix minutes. Ces manifestants avaient les banderoles et calicots sur lesquels il était écrit : « touche pas à mon passeport ! Mon passeport est valide, je refuse de me taire». Le général Sylvano Kasongo, commissaire provincial de la Police justifie l'interpellation de ces manifestants. Il fait remarquer que ces manifestants ont été interpellés et vont être relâchés ce même mercredi.

Moni Della demande des sanctions ciblées contre Joseph Kabila. L'opposant Moise Moni Della demande à l'ONU de prendre des sanctions ciblées contre le président de la République Joseph Kabila. « Celui qui est auteur de la violation systématique des droits de l'homme, crimes, c'est connu de tout le monde. C'est M. Kabila. Mais pendant ce temps, c'est lui qui bloque le processus électoral. M. Kabila représente aujourd'hui le blocage, nous demandons à la communauté internationale de nous aider. Et c'est le Secrétaire général des Nations unies qui nous parait aujourd'hui mieux placé pour demander ces sanctions ». Du côté de la Majorité présidentielle, on dit s'étonner de cette lettre de Moni Della. Selon Papy Tamba, l'un des communicateurs de la MP, le chef de l'Etat, en vertu de l'article 211 de la constitution, n'interfère pas dans l'organisation des élections en RDC. De ce fait, il ne peut pas « bloquer » le processus électoral.

Jeudi 21 septembre.

RDC : la famille Kamuina Nsapu demande pardon aux Kasaïens. Matthieu Ntolo, représentant la famille régnante, : «Nous, fils de Dibatayi, frères consanguins du feu grand chef Kamuina Nsapu Mpandi, nous avons l'obligeance de prendre parole au début de ces travaux pour deux choses. La première, c'est de demander pardon à toute la grande communauté du Kasaï pour la tragédie vécue, des faits et actes de notre défunt frère, le grand chef Mpandi Kamuina Nsapu. Notre démarche ne constitue en rien une aura sur pro domo, mais elle véhicule un sens aigu de repentance. Nous demandons respectueusement à l'autorité nationale de prendre en compte tous les éléments ayant déclenché la crise.» Cette conférence sur la paix, la réconciliation et le développement dans l'espace kasaïen a été ouverte mardi 19 septembre par le président Joseph Kabila. Pour ce dernier, ces assises se proposent de « baliser le chemin pour le rétablissement d'une paix durable dans cette partie du pays », qui a connu des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu. Il faut que la justice soit rendue pour les victimes des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu dans l'espace Kasaïen, a-t-il souhaité. Cette conférence sur la paix doit se clôturer ce jeudi.

Kasaï-Central : le gouvernement veut ouvrir un poste douanier à Luiza. Les autorités congolaises étudient la possibilité d'ouvrir dans un bref délai un poste douanier à Luiza, pour relier le grand-Kasaï à l'Angola. La concrétisation de ce projet permettra le désenclavement du Kasaï qui n'a pas des débouchées sur la mer, a déclaré le ministre de l'Economie nationale, Joseph Kapika, mercredi 20 septembre à Radio Okapi.

La Belgique va débloquer 6 millions d'euros pour l'aide humanitaire en RDC. Le Royaume de Belgique va débloquer 6 millions d'euros pour appuyer l'aide humanitaire en RDC, a annoncé le vice-Premier ministre et ministre belge de la Coopération au Développementm Alexander De Croo. Cette aide financière sera affectée aux organisations humanitaires actives sur le terrain, dont le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la Croix-Rouge internationale (CICR), pour faire face à la situation humanitaire alarmante. Pas moins de huit millions de Congolais ont besoin d'assistance humanitaire cette année, soit plus de dix pour cent de la population.

Antonio Guterres appelle à « la restauration de la paix dans le monde ». Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, appelle à « la restauration de la paix dans le monde » à l'occasion de la Journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre de chaque année. En RDC, plusieurs manifestations sont prévues à travers le territoire national pour célébrer cette journée.

Donald Trump préoccupé par la crise en RDC et au Soudan du Sud. Les Etats-Unis d'Amérique sont profondément préoccupés par la violence en cours dans certains pays africains, notamment en RDC et au Soudan du Sud. Washington suit attentivement la situation dans ces pays du continent noir, où il continue de fournir une aide humanitaire à des millions de vies en danger. Mais, selon Donald Trump, son pays a estimé que la vraie solution pour arrêter ces catastrophes nécessitait un processus de paix, dirigé par des Africains eux-mêmes et un engagement réellement sincère de toutes les parties concernées. Le président des Etats-Unis d'Amérique a, en outre, reconnu le potentiel commercial énorme qui existe en Afrique.

Kongo-Central : les manifestants de Muanda sont des prestataires privés, selon le Foner. Le directeur provincial du Fonds national d'entretien routier (Foner) dans le Kongo-Central, Martin Malenge Ekutshu, fait savoir que les manifestants qui réclamaient mardi dernier le paiement de leurs frais de fin de service sont des prestataires privés et non des agents du Foner. Près d'une vingtaine d'agents se réclamant du Fonds national avaient observé mardi 19 septembre un sit-in devant le bâtiment administratif de ce service de l'Etat. Martin Malenge Ekutshu reconnait que les manifestants avaient donné des prestations pour le service de péage sur le tronçon situé entre Boma et Muanda. Cependant, a-t-il relevé, le gouvernement congolais a depuis confié la gestion de ce service de péage à une autre entreprise. Les manifestants exigeaient également d'être engagés définitivement dans cette société.

La Monusco appelle à « des solutions qu'il faut pour obtenir » la paix en RDC. Le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, David Gressly, appelle les forces vives de la RDC et la communauté internationale à « penser aux solutions qu'il faut pour aboutir à l'obtention de la paix, la prospérité et la sécurité pour tous en RDC ». Il a également recommandé aux Congolais de travailler ensemble pour le retour de la paix, notamment dans l'espace Kasaï.

Kinshasa: le syndicaliste Jean Bosco Puna libéré, après 72 heures de détention. Le secrétaire général du Syndicat des enseignants des écoles conventionnées catholiques (Synecat), Jean Bosco Puna, a été libéré jeudi 21 septembre par les services de renseignements de la police après 72 heures de détention. Jean Bosco Puna était accusé d'avoir tenu des propos incitant à la violence lors de l'assemblée générale de la synergie des syndicats des enseignants, le 15 septembre 2017. M. Puna explique les accusations qui ont été portées contre lui : «Les services de sécurité ont fait un recoupement entre la déclaration syndicale de radicalisation de grève que nous avions fait le vendredi 15 septembre avec la panique que la ville a connue le lundi 19 septembre avec les élèves au niveau de différentes écoles. On a laissé entendre que la synergie a été à l'origine des attaques des écoles»

Grand-Kasaï: les jeunes plaident pour la création d'emplois et la promotion de l'entreprenariat. Les jeunes du Grand-Kasaï demandent au gouvernement de créer des emplois et d'encourager l'entreprenariat dans cette partie du pays en proie au chômage. Dans un rapport publié en juillet, Ocha s'alarmait de la situation des enfants et des jeunes qui sont très affectés par le conflit dans les provinces du Kasaï, Kasaï-Central, Kasaï-Oriental, de la Lomami et du Sankuru. L'agence humanitaire notait que le recrutement des enfants par les milices reste l'une des problématiques les plus inquiétantes dans cette région qui connaît des violences depuis l'année passée. Elle révélait que 40 à 60% des effectifs des milices sont constitués des enfants. La plupart d'entre eux sont âgés de moins de 15 ans.

Ituri : plus de 10.000 déplacés venus du Nord-Kivu vivent dans des conditions difficiles à Biakato. Environ 10 mille déplacés venus du Nord Kivu depuis les mois de juillet et août se sont installés dans plusieurs localités du territoire de Mambasa (Ituri), indiquent des sources locales et des ONG. Environ 60 % de ces déplacés sont des enfants qui ne sont pas scolarisés à cause de l'état de vulnérabilité des parents. Ces personnes déplacées, dépourvues de tout, ont fui les attaques de leurs entités par des hommes armés au mois de juillet.

RDC : le Renadhoc demande au gouvernement de protéger les demandeurs d'asile et les réfugiés. Le Réseau national des ONG des droits de l'homme de la RDC (Renadhoc) recommande au gouvernement congolais de respecter ses engagements en matière de protection des droits des demandeurs d'asile et des réfugiés. Selon William Wenga, chargé des plaidoyers, monitoring et enquête, au sein de Renadhoc, les Fardc ont fait usage disproportionné de la force. La même source ajoute que 37 personnes dont un militaire congolais ont perdu la vie lors de cet accrochage. Ces manifestants burundais demandeurs d'asile ont été tués après une répression de l'armée congolaise. Ils étaient venus en masse, avec femmes et enfants, pour réclamer la libération

de deux de leurs compatriotes arrêtés par les services de sécurité de la RDC. Les deux jeunes burundais étaient poursuivis pour fabrication des armes blanches, relate la société civile.

Vendredi 22 septembre.

Assemblée nationale : l'opposition boude la présentation du kit du vote semi-électronique. Les présidents des commissions de l'Assemblée nationale ont adopté jeudi 21 septembre le calendrier de la session ordinaire de septembre 2017. Les représentants de l'opposition ont claqué la porte pour protester contre la présentation du kit du vote semi-électronique. Au cours de cette réunion, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a procédé à la présentation du kit technique du vote semi-électronique. Furieux de cette présentation, les membres de l'opposition ont quitté la salle avant la fin de la rencontre.

Kananga: 71 nouveaux centres d'enrôlement seront ouverts le 24 septembre. La Commission électorale nationale indépendante annonce que tous les 91 centres d'enrôlement seront opérationnels à partir du dimanche 24 septembre à Kananga (Kasaï-Central). Actuellement, seuls vingt centres sont ouverts à travers la ville. Pas assez pour accueillir tous les potentiels électeurs d'une ville qui compte un peu ne plus d'un million d'habitants.

Conférence sur la paix aux Kasaï: les chefs coutumiers recommandent la justice pour les victimes du conflit. Les autorités coutumières ayant pris part à la conférence sur la paix, la réconciliation et le développement de l'espace Kasaï à Kananga (Kasaï-Central) ont recommandé aux autorités congolaises de poursuivre en justice « tous les auteurs des violences qu'a connues la région », afin de rendre justice aux victimes et d'éviter qu'un tel drame se reproduise à l'avenir. Les chefs coutumiers ont également recommandé le renforcement de l'autorité de l'Etat dans la région, appelant les autorités congolaises à garantir le fonctionnement régulier des administrations et l'exercice des droits et libertés des citoyens. Ils ont par ailleurs condamné les actes de vandalisme perpétrés pendant la période de violences. Les chefs coutumiers de l'espace Kasaï ayant pris part aux travaux de la conférence sur la paix, ont également signé jeudi 21 septembre un acte d'engagement pour la paix et le développement de cette partie de la RDC. Plus de 800 personnes ont pris part à cette conférence dont des membres du gouvernement, des élus locaux et nationaux, des chefs coutumiers et des acteurs de la société civile.

Kasaï : des élèves étudient sous les arbres à Kamonia. Environ dix-huit mille sept cents élèves de Kamonia, dont les écoles ont été détruites pendant les violences nées du phénomène Kamuina Nsapu, étudient depuis le début de l'année scolaire 2017-2018 sous les arbres. D'après le responsable de la sous division de l'éducation à Kamonia, plus de cinquante écoles ont été détruites par les miliciens Kamuina Nsapu dans plusieurs groupements de ce territoire pendant les périodes des violences qui ont secoué la région.

Invalidation des passeports semi-biométriques: le député Alonga saisi la Cour constitutionnelle. Le député de l'opposition Toussaint Alonga a introduit jeudi 21 septembre à la Cour constitutionnelle une requête pour obtenir de cette juridiction l'annulation de la mesure du gouvernement congolais invalidant les passeports semi-biométriques en circulation à partir du 16 octobre. Dans sa requête, le député accuse le gouvernement d'avoir violé à travers cette mesure l'article 30 de la constitution, qui reconnait la liberté des mouvements à chaque Congolais. Toussaint Alonga estime que cette mesure prive également les détenteurs de ces passeports le droit de jouir de leurs patrimoines.

Panique à Bandundu : des inconnus chassent les élèves des écoles. Un groupe d'individus non autrement identifiés ont fait irruption ce vendredi 22 septembre dans plusieurs écoles de la ville de Bandundu et ont chassé les élèves des écoles. D'après des sources de la société civile locale, la plupart des élèves qui s'étaient rendus à l'école ont regagné leurs domiciles. A en croire ces sources, la sœur préfet du Lycée Matondo Kirwamba a été agressée par les assaillants. Des témoins rapportent que ces groupes d'assaillants étaient composés de jeunes gens et ont opéré sans que les policiers n'interviennent. Des sources de la société civile attribuent ce mouvement à la non-prise en compte des revendications des enseignants par le gouvernement.

Forum sur la paix aux Kasaï : «Alex Kande avait été invité mais ne s'est pas présenté», selon Basile Olongo. «Je n'ai pas retenu le gouverneur [Alex Kande]», a répondu le vice-ministre de l'Intérieur et Sécurité, Basile Olongo, sur l'absence du gouverneur du Kasaï-Central au forum sur la paix qui s'est tenu du 19 au 21 septembre à Kananga. Il dit ignorer les raisons qui ont poussé le gouverneur du Kasaï-Central à ne pas participer à ces assises. Le gouverneur Alex Kande séjourne à Kinshasa depuis février dernier. Il avait quitté sa province quelques mois après le déclenchement des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu.

Tshopo : les professeurs de l'Unikis durcissent leur grève. Les professeurs de l'Université de Kisangani ont durci vendredi 22 septembre leur grève, déclenchée il y a plusieurs semaines. La décision a été prise la veille, à l'issue de l'assemblée générale organisée à la faculté des sciences.

Maniema : de violents combats entre Fardc et miliciens à Matete. Des Forces armées de la RDC et miliciens Maï-Maï Malaika de Sheih Assani se sont affrontés, vendredi 22 septembre dans la matinée dans le village Matete, à 25 km de Salamabila dans le territoire de Kabambare (Maniema). Les habitants sont enfermés dans leurs maisons et il n'y a aucune circulation. Aucun bilan n'a encore été livré en ce moment. Ces combattants ont commencé lorsque des miliciens Malaika ou Anges de libération auraient abattu quatre vaches des éleveurs. Lorsque l'armée loyaliste est allée pour intervenir, elles ont rencontré une résistance de la part des miliciens, et des affrontements s'en sont suivis.

Grand Kasaï : l'Usaid remet 300 tonnes de biens de première nécessité à 20 000 familles déplacées. L'Agence américaine pour le développement international (Usaid) a remis, vendredi 22 septembre, au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), trois cents tonnes de biens de première nécessite destinées à près de vingt mille familles affectées par la crise dans le Kasai. Le premier lot, d'environ 106 tonnes, a été déjà achemine à Kananga, Mbuji-Mayi et Tshikapa. C'est l'Unicef qui en assure la distribution aux déplacés. Les Etats-Unis sont les plus grands partenaires de la RDC dans le domaine humanitaire, avec plus de 140 000 000 USD octroyés chaque année.

Sud-Kivu : calme relatif à Kamanyola, les réfugiés burundais acceptent d'être délocalisés. Un calme relatif règne à Kamanyola dans le territoire de Walungu (Sud-Kivu), une semaine après les échauffourées qui ont opposé les Forces armées de la RDC aux réfugiés burundais. L'administrateur du territoire, Dominique Bofondo, a indiqué vendredi 22 septembre que ces demandeurs d'asile ont accepté d'être enregistrés par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour être délocalisés. Bien que ces réfugiés aient accepté de se faire enregistrer, l'administrateur du territoire de Walungu, interpelle le HCR et l'appelle à la vigilance. Il fait remarquer que le nombre de demandeurs d'asile ne fait que baisser, sans avancer des chiffres précis. «On voit actuellement au camp plus des femmes que d'hommes. Ces derniers se retirent de plus en plus et se dirigent vers de diverses destinations inconnues», décrie-t-il.

Samedi 23 septembre.

RDC : Ngoyi Kasanji appelle tous les Kasaïens «à travailler pour la paix». Au lendemain de la clôture de conférence sur la paix, la réconciliation et le développement de l'espace Kasaï, le gouverneur du Kasaï-Oriental, Ngoyi Kasanji, appelle les habitants de cette région du centre de la RDC à travailler pour la paix afin de mettre en valeur tous les atouts dont ils disposent. Le gouverneur du Kasaï-Oriental a participé au forum sur la paix au Kasaï, qui s'est clôturé jeudi dernier à Kananga. Cette rencontre a été organisée pour tenter de ramener la paix dans cette région secouée ces derniers mois par des violences dues à la milice Kamuina Nsapu.

Uvira : le cholera tue 5 personnes en 3 semaines. Cinq décès ont été enregistrés au cours de ce mois sur 261 nouveaux enregistrés dans la zone de santé d'Uvira (Sud-Kivu). Dr Claude Bahizire, analyste provincial chargé de l'information et de la communication, a appelé tous les membres du Comité de développement de santé, les relais communautaires et les leaders communautaires, quand l'enfant fait une diarrhée que ce soit dans les églises, dans les mosquées ou à l'école, à amener l'enfant ce malade rapidement à l'hôpital général de référence d'Uvira. Selon lui, il s'agit du premier geste d'amour qu'on doit faire pour donner au malade de cholera la chance de survivre. Les soins et tous les médicaments qu'on va donner au malade à l'hôpital général de référence d'Uvira, on ne va pas les faire payer; parce que le traitement se donne gratuitement, a-t-il insisté.

RDC : le gouvernement annonce la sortie des permis de conduire «véritablement biométriques». Lle gouvernement congolais a annoncé vendredi 22 septembre la suspension de l'octroi du permis de conduire. Cette mesure est prise dans la perspective de la « mise en circulation imminente des permis de conduire véritablement biométriques à travers toute l'étendue de le RDC». José Makila, vice-premier ministre chargé des Transports et Voies de communication, annonce la sortie « des permis de conduire véritablement biométriques », alors que ceux en circulation sont «biométriques », selon la Commission nationale de délivrance de permis de conduire, qui les a lancés depuis le 2 mars 2012.

Assemblée nationale : le député Lokondo souhaite un débat sur l'accord du 31 décembre. L'Assemblée nationale a adopté vendredi 22 septembre la motion du député Henri Thomas Lokondo, qui sollicite un débat sur l'accord du 31 décembre avant l'examen de la proposition de loi instituant le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA) Selon lui, l'application de ce texte, «endossé par la résolution 23 48 du Conseil de sécurité » est devenue obligatoire.

Joseph Kabila veut des élections « sans ingérence extérieure ni dictat quelconque ». Intervenant à la 72ème Assemblée générale de l'ONU samedi 23 septembre à New York, le chef de l'Etat Joseph Kabila a salué les avancées réalisées dans le processus électoral en cours RDC avec l'enrôlement de près de 42 millions d'électeurs sur les 45 millions attendus. «J'affirme que le cap vers les élections crédibles, transparentes et apaisées est définitivement fixe et que notre marche dans cette direction est irréversible. Le tout, sans ingérence extérieure ni dictat quelconque », a déclaré Joseph Kabila, demandant toutefois aux « vrais amis » de son pays de soutenir « sincèrement le processus électoral en cours.» Il n'a cependant pas avancé une date où ces élections.

A l'ONU, Joseph Kabila demande le retrait progressif de la Monusco « II est clair que près de vingt ans après son déploiement, la force onusienne ne peut nourrir l'ambition de rester indéfiniment dans mon pays, ni d'y exercer son mandat avec le même format et sans tirer les leçons des faiblesses constatées », a déclaré le chef d'Etat congolais, Joseph Kabila, samedi 23 septembre à New York lors de son intervention à la tribune de la 72è Assemblée générale des Nations unies. La RDC maintient le dialogue stratégique avec les Nations unies sur l'avenir de la Monusco, selon Joseph Kabila, conformément à la résolution 2348 du Conseil de sécurité. « Cette revue stratégique devra déterminer le rythme de réduction de la force de la Monusco jusqu'à son retrait total », a-t-il souhaité. Ce qui importe pour lui c'est efficacité effective de l'apport des troupes onusiennes sur le terrain.

Dimanche 24 septembre.

Kinshasa : l'Acco salue la mesure de suspension de délivrance des permis de conduire. L'Association des chauffeurs du Congo (Acco) ville de Kinshasa salue la mesure du vice-Premier ministre, ministre des Transports et communications, suspendant la délivrance des permis de conduire en RDC. Son président provincial, Jean Mutombo, a estimé que cette mesure va permettre d'assainir les milieux des chauffeurs. Il a décrié le travail de la Commission nationale de délivrance des permis de conduire (Conadep), qui d'après lui, «vend des permis de conduire.» Jean Mutombo a également demandé au vice-premier ministre, José Makila, de sanctionner tous les réseaux frauduleux qui délivrent les permis de conduire. Cependant, il a regretté que cette mesure oblige aux chauffeurs débourser encore de l'argent pour se procurer de nouveaux permis de conduire.

Kasaï-Central : début de campagne de sensibilisation de la mise en retraite des fonctionnaires. Le ministère provincial de la Fonction Publique du Kasaï-Central a lancé, samedi 23 septembre à Kananga, la campagne de sensibilisation au processus de la mise en retraite des fonctionnaires de l'Etat. Avec l'appui de la Banque mondiale, l'Etat congolais mène cette campagne en vue de rajeunir son administration publique. Le ministre de la Fonction Publique, Bernard Kambala Kamilolo. souhaite que les fonctionnaires éligibles à la retraite s'approprient ce processus qui devra aboutir au couronnement de service qu'ils ont rendu à la nation. L'Etat congolais fixe à 65 ans l'âge éligible à la retraite.

Ituri : plaidoyer pour une force dissuasive des Casques bleus contre la FRPI à Walendu Bindi. «Nous souhaiterions qu'il y ait une force en place pour éradiquer le phénomène milice à Walendu Bindi», a plaidé, samedi 23 septembre à Bunia (Ituri), le représentant du chef de la chefferie de Walendu Bindi, Adirodu Baduru. Pour lui, la population de sa chefferie a souffert pendant longtemps de l'activisme des miliciens et le phénomène de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) devrait être éradiqué. «Il nous faut une force qui peut attaquer et poursuivre cette milice jusque dans sa cachette»,

Elections en RDC : «Passage obligé pour accéder au pouvoir», affirme Jean-Pierre Mirindi. «L'organisation des élections démocratiques, transparentes et apaisées reste le passage obligé pour accéder au pouvoir en vue de nous permettre d'imprimer un nouvel ordre social, politique et économique», a déclaré samedi 23 septembre à Kinshasa, Jean-Pierre Mirindi, à l'occasion de la sortie officielle de son parti politique, «Levons-nous pour la nation» (LPN). Jean Pierre Mirindi appelle les acteurs politiques congolais à incarner l'idée du changement pour sortir le pays du marasme socio-politique dans lequel il se trouve.

Freddy Matungulu : «Nous aurions souhaité entendre de Joseph Kabila qu'il n'y aura pas un troisième mandat». Le président de la République, Joseph Kabila, ne semble avoir rien dit de nouveau, a affirmé dimanche 24 septembre, le président du parti politique Congo na Biso (CNB), Freddy Matungulu. Analysant le discours du chef de l'Etat à la 72eme assemblée générale des Nations unies, il a indiqué qu'il aurait dû s'exprimer sur son avenir politique, notamment sut la question du référendum et le troisième mandant. A l'ONU, Joseph Kabila a affirmé que la marche de la RDC vers les élections «est irréversible» sans avancer aucune date. Il a salué les avancées réalisées dans le processus électoral en cours RDC avec l'enrôlement de près de 42 millions d'électeurs sur les 45 millions attendus.

Kananga : Emery Mbantshi demande aux opérateurs pétroliers de respecter la structure des prix du carburant. Le vice-président des sociétés pétrolières privées en RDC Emery Mbantshi Bope, en mission dans la province du Kasaï Central, demande aux opérateurs pétrolier de respecter la structure des prix du carburant il s'insurge contre la fixation exagérée de prix du carburant dans la ville. A Kananga, le litre d'essence coûte 2 700 FC, alors qu'à Kinshasa, il se vend à 1 730 FC. Selon Emery Mbantshi Bope, tout opérateur doit se conformer à la règlementation dans le secteur, parce que les produits pétroliers circulent normalement.

Tanganyika : les populations sensibilisées à la cohabitation pacifique à Tabacongo. Le conseil de la jeunesse du Tanganyika a sensibilisé à Tabacongo (Tanganyika) environ 300 personnes à la pacification pacifique. Cette activité qui a bénéficié d'un appui de la Monusco intervient un mois après le retour des populations qui ont fui en avril dernier, les attaques de la milice Twa. Dix personnes ont été tuées et des maisons incendiées. Fiston Mujing, président du conseil de la jeunesse du Tanganyika explique le mécanisme mis en place pour réussir cette sensibilisation. « Les jeunes ont créé des clubs dans les églises et dans les écoles pour la sensibilisation des communautés. A Tabacongo, des comités de la jeunesse viennent d'être installés pour la sensibilisation communautaire. La paix va aussi s'installer », explique Fiston Mujing.

Sud-Kivu : sit-in des étudiants de l'ISP Bukavu pour protester contre la spoliation d'un bâtiment qu'occupent les professeurs. Les étudiants de l'ISP/Bukavu (Sud-Kivu) ont organisé ce dimanche un sit-in devant le bâtiment occupé par certains des professeurs de cette institution dans la commune d'Ibanda. Selon le porte-parole des étudiants de l'ISP Bukavu, ils manifestent pour dénoncer la spoliation de ce bâtiment, patrimoine de l'ISP /Bukavu, par un particulier qui menace de déguerpir les occupants. La même source précise que sept familles de leurs professeurs habitent actuellement cet appartement acheté depuis 1981. Bahati Rubango Fiston porte-parole des étudiants de l'ISP/ Bukavu et porte-parole adjoint des étudiants du Sud-Kivu. demande à tous les étudiants de la province de Sud Kivu de leur venir en aide pour dénoncer « cette façon d'escroquer les institutions publiques ».

Lundi 25 septembre.

Joseph Kokonyangi : « Joseph Kabila a amené à New York les désidérata du peuple congolais ». Pour le secrétaire général adjoint de la Majorité présidentielle (MP), Joseph Kokonyangi, : « Le président de la République a amené là-bas à New York les desiderata du peuple congolais. Sur le plan de la sécurité, le président de la République a démontré à la face du monde que la situation est sous contrôle, d'ailleurs avant d'aller à New York, nous avons été avec le chef de l'Etat à Kananga pour sceller la paix. Le président de la République, égal à lui-même, a refusé tout diktat extérieur particulièrement sur la situation des élections dans notre pays. Et le chef de l'Etat a invité pour se faire, les vrais amis du Congo à soutenir les élections dans notre pays. Et il a convaincu tout le monde pour dire que nous allons de manière irréversible vers les élections dans notre pays, mains des élections libres, transparentes et apaisées.»

RDC: décès de l'ancien ministre Mashako Mamba à Kinshasa. L'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, le docteur Léonard Mashako Mamba est décédé dans la nuit de dimanche à lundi 25 septembre à l'hôpital du cinquantenaire à Kinshasa. Professeur de pédiatrie à l'Université de Kinshasa jusqu'à son décès, Dr Léonard Mashako Mamba a d'abord été président du comité du gouvernement chargé de la gestion des crises, des urgences et catastrophes, de mars 1999 au 30 juin 2003 sous le règne de Laurent-Désiré Kabila. Il fut ensuite ministre de la Santé jusqu'à l'installation du Gouvernement de transition en 2003. Il a été par la suite ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire dans les gouvernements Muzito I et Muzito II. L'élu de Rutshuru a été impliqué dans plusieurs tractations pour la recherche de la paix notamment dans l'Est de la RDC.

Haut-Katanga : la Snel prône le recours aux énergies renouvelables. La Société nationale d'électricité (Snel) plaide en faveur du développement des énergies renouvelables pour remédier au problème de déficit énergique, dont fait face la province du Haut-Katanga et qui pousse les entreprises minières implantées dans la région à recourir à d'autres sources d'énergie qui polluent la nature. Comme solution, la Snel a plaidé pour que les miniers soutiennent le projet de la centrale photovoltaïque située au village Shilatembo (Haut-Katanga).

Kinshasa : manifestations des étudiants de l'UPN. Une manifestation des étudiants de l'Université pédagogique nationale (UPN) a été dispersée ce lundi 25 septembre par les éléments de la police à coup des gaz lacrymogènes. Elle a perturbé momentanément la circulation devant le site universitaire. Les manifestants protestaient contre le fait que leurs recours en délibération de la première session n'ont pas été traités par le corps académique, alors que les épreuves de la deuxième session viennent de débuter. «Certains professeurs ont la bonne foi de commencer la deuxième session, d'autres non », a déploré un manifestant. La police rapporte que

ces étudiants ont colère sont sortis de leur campus et ont barricadé la route. Ils ont caillassé plusieurs véhicules, dont des bus Transco, affirme la même source.

RDC: évasion d'une trentaine de prisonniers à Mwenga. «34 prisonniers dont 27 condamnés pour viol et d'autres condamnés pour vols et assassinat se sont évadés de la prison centrale de Mwenga dimanche matin», a déclaré à l'AFP Désiré Masumbuko, administrateur du territoire de Mwenga, « après avoir troué, sous une forte pluie, le mur avec des barres de fer », a-t-il précisé. « Nos services viennent de récupérer trois évadés. 31 autres courent encore dans la nature», a indiqué M. Masumbuko, ajoutant que dans cette prison « les conditions carcérales sont déplorables » à cause « du manque de nourriture et de médicaments qui ne sont plus fournis » par l'État.

Fizi : 6 morts dans des combats entre militaires et Maï-Maï Yakutumba. Six miliciens du groupe Maï-Maï Yakutumba sont morts dans des combats qui opposent depuis la nuit de dimanche à ce lundi 25 septembre dans la matinée ces miliciens aux forces armées de la RDC dans le secteur de Tanganyika en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Suite à ces opérations de l'armée, les activités sont complément paralysées à Mboko depuis la matinée de ce lundi. Commerces, boutiques, écoles et même certains bureaux des agences humanitaires et des services étatiques n'ont pas ouvert leurs portes. Samedi dernier, les miliciens de Yakutumba avaient en effet pris le contrôle de plusieurs localités entourant Mboko, notamment Nundu, Kabumbe, Lusambo, Swima et Munene après de violents combats avec l'armée.

Sud-Kivu : 5 morts dans des échauffourées entre policiers et population à Panzi. Cinq personnes sont mortes et une dizaine d'autres ont été blessées, lors des affrontements qui ont opposé, lundi 25 septembre, les policiers à la population de Panzi dans la commune d'Ibanda (Sud-Kivu). Selon des sources de la société civile qui livre ce bilan, tout serait parti d'une manifestation de colère des jeunes qui ont barricadé la route tôt le matin. Ils protestaient contre l'insécurité qui sévit actuellement dans leur milieu. Les faits remontent à dimanche soir autour de 23 heures, heure locale. Des jeunes en patrouille affirment avoir mis la main sur trois hommes armés en tenue de la Police nationale congolaise (PNC). Ils les accusent d'être auteurs des cambriolages répertoriés dans leur milieu, ces derniers temps. Ils ont récupéré trois armes entre les mains de ces personnes et refusent de les rendre à la police.

Les experts de la SADC réfléchissent sur l'indépendance des commissions électorales. La conférence annuelle du Forum des commissions électorales des pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), s'est ouverte lundi 25 septembre à Kinshasa. Les experts d'une dizaine de pays membres de cette organisation sous régionale débattent notamment sur l'indépendance des commissions électorales et comment améliorer sa gestion pour la tenue des élections libres, justes et crédibles. Cette conférence de 6 jours est placée sous le thème : «L'indépendance des organes de gestion des élections dans la région de la SADC-Meilleures pratiques et défis.» Le forum des commissions électorales de la SADC voudrait avoir au cours de cette conférence une idée claire de cette indépendance sur le plan financier, administratif et vis-à-vis des institutions politiques dans la région.

Lac Edouard : les acteurs environnementaux accusent les groupes armés de semer l'insécurité. Une coalition de deux groupes de miliciens Maï-Maï sème l'insécurité dans le lac Edouard qui fait partie intégrante du Parc national de Virunga, accusent les acteurs environnementaux. Ce site est de plus en plus menacé par la pêche illicite entretenue par des groupes Maï-Maï Charles et Mazembe. Ils perçoivent aussi des taxes de façon illégale auprès des pêcheurs, dénonce les acteurs environnementaux. Selon eux, tout ceci est une menace pour le Lac Edouard et les familles des pêcheurs. Pour sa part, l'administrateur assistant de Rutshuru, Mme Liberata Rubumba, se dit confiant que cette situation va s'améliorer avec la traque en cours contre les miliciens.

Mardi 26 septembre.

OCHA distribue 26 tonnes de vivres à plus de 1900 sinistrés de Tara. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a distribué 26 tonnes de vivres à mille neuf cent cinquante sinistrés de Tara au bord du lac Albert en Ituri. Cette agence de Nations unis a précisé lundi 25 septembre que cette assistante était un don du Programme alimentaire mondial (Pam) remise aux victimes de l'éboulement des terres à Tara, qui avait causé en fin juillet dernier la mort de plus de deux cents personnes. Le chef du sous-bureau d'Ocha a ajouté que les tôles et autres équipements de construction sont déposés à Tchomia et ne seront pas distribués au niveau de Tara. «Une fois que les villages seront identifiés, un endroit pour relocaliser ces villages, c'est à ce moment-là qu'on va leur donner les matériaux de construction. Les vivres et non vivres ont atteint les bénéficiaires, et même les enveloppes que les autorités ont données», a assuré Idrissa Conteh.

Assemblée nationale: le député Mirindi retire la proposition de loi sur le CNSA. Le député Grégoire Mirindi a retiré lundi 25 septembre la proposition de loi organique portant institution, organisation et fonctionnement du

Conseil national de suivi de l'accord (CNSA) du 31 décembre 2016. Il a fait ce retrait à quelques heures de la plénière, expliquant qu'il n'est plus opportun d'instituer une institution appelée à disparaître dans moins de trois mois. Dans sa lettre adressée au bureau de la chambre basse du Parlement, l'auteur de cette proposition de loi motive sa décision par le fait que celle-ci était introduite depuis le mois d'avril pour être examinée en urgence au cours de la session de mars dernier.

Kananga : des institutions universitaires accusées de fonctionner dans l'illégalité. Plusieurs institutions supérieures et universitaires de Kananga fonctionnent sans autorisation et ne disposent pas de locaux viables, a déploré le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Steve Mbikayi, au terme d'une ronde qu'il a effectuée lundi dans certains établissements universitaires de cette ville du Kasaï-Central. Le ministre a promis de prendre des « décisions fermes » dans les jours à venir contre ces établissements qui travaillent encore dans l'illégalité à Kananga.

Kasaï-Central : assistance juridique gratuite aux victimes des violences. Le barreau de Kananga va accorder une assistance juridique gratuite aux personnes démunies qui ont été victimes des crimes graves pendant les violences que la province du Kasaï-Central a connues récemment. Parmi ces crimes graves, le bâtonnier de Kananga cite notamment les viols les assassinats, les pillages et les atteintes au droit à la propriété.

Nord-Kivu : une grande partie du territoire de Lubero occupée par des groupes armés. Une grande partie du territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu est occupée par des groupes armés locaux. Seules quelques agglomérations situées le long de la route Kanyabayonga-Butembo sont sous contrôle des Fardc, a déploré la société civile locale mardi 26 septembre. Cette situation sécuritaire précaire fait que les cadres de l'administration ont abandonné leurs postes d'affectation. Cette situation est constatée principalement dans la localité de Kimbulu, où les services de l'Etat sont absents depuis deux semaines, indique l'administrateur du territoire, Joy Bokele. Selon lui, les éléments Fardc, ceux de la Police nationale et des différents services de sécurité ont quitté les lieux. Ils sont tous retournés au chef-lieu du territoire. Pour les autorités territoriales, le seul moyen de sortir de cette situation est la sensibilisation de ces groupes armés à déposer les armes.

Butembo : le bourgmestre condamné pour viol emmené vers une destination inconnue (Avocat). Le bourgmestre de la commune de Bulengera (Butembo), condamné vendredi dernier pour viol sur mineure, a été extrait lundi de la prison de Kakwangura où il était détenu et amené vers une destination inconnue par des « policiers armés », a indiqué mardi 26 septembre son avocat, maitre Jimmy Peruzi. L'avocat dénonce la politisation du dossier de son client. Et il dit n'avoir plus de nouvelles de son client; alors qu'il avait interjeté un appel contre la peine requise par le tribunal de grande instance de Butembo. Me Peruzi demande par ailleurs de connaitre le lieu de détention de son client.

Kolwezi : 480 habitants du quartier Kasulo indemnisés. Le gouverneur de la province du Lualaba, Richard Muyej, a indiqué que 480 occupants du quartier Kasulo riche en cobalt et transformé en site minier à Kolwezi (Lualaba), sur les 597 qui seront délocalisés de cet espace, ont été indemnisés par l'entreprise CDM. Selon lui, les autres attendent la réévaluation de leurs maisons avant d'être servis. Trois familles ont opté pour de nouvelles maisons déjà construites au site de relocalisation, au lieu de l'argent en espèce. Déjà, CDM construit sur ce site 40 maisons et une école, note la même source. Une centaine d'autres habitants de Kasulo ont contesté la valeur de leurs maisons ; telle que déclarée par la commission d'indemnisation. La réévaluation est en cours, assure le gouverneur du Lualaba.

Bas-Uele : les infirmiers des hôpitaux publics organisent un service minimum. Les infirmiers des hôpitaux et centres de santé publics, qui avaient déclenché depuis deux semaines une grève sèche, organisent un service minimum depuis le samedi 23 septembre. Le rapporteur du Syndicat du personnel de la santé et des services (Sycass)/Bas-Uélé précise qu'il ne s'agit pas d'une reprise totale de service par les agents, mais plutôt d'une grève assortie d'un service minimum pour répondre aux instructions de leur syndicat national.

Mbandaka : le prix de l'essence passe du simple au double. Le prix du litre de carburant a pris de l'ascenseur depuis dimanche 24 décembre à Mbandaka (Equateur), rapportent des sources locales. Selon ces sources, le prix du litre de l'essence est passé de 1900 francs congolais (FC) à environ 4000 FC en l'espace de deux jours, ce qui constitue une augmentation de près de 100%. Cette situation est consécutive à la rupture des stocks des produits pétroliers chez Engen, l'unique société qui alimente la ville de Mbandaka en carburant.

Kinshasa : la Police a présenté 80 présumés criminels accusés notamment de morts d'hommes. Le commissariat provincial de la police de Kinshasa a présenté mardi 26 septembre au camp Lufungula près de quatre vingts présumés criminels accusés d'avoir commis divers forfaits et causé mort d'hommes dans la ville. Parmi eux, figurent vingt et un bandits armés et cinquante-neuf jeunes délinquants appelés «Kulunas». Ces

personnes ont semé la terreur dans diverses communes de la capitale. Parmi les bandits armés figurent 6 militaires, 2 policiers et 13 civils. Ils sont accusés de braquage des cambistes, vols armés et extorsions. Tous ces hommes en uniformes sont des repris de justice. Deux étaient arrêtés en 2008 dans l'affaire du meurtre du député provincial Daniel Boteti tandis qu'un autre vient de purger sa peine de 10 ans à la fin du mois de juillet pour viol sur mineur. Cette bande opère avec deux armes AK 47 que la police a saisies. La deuxième bande composée également d'un militaire, un civil et d'autres membres en cavale fait partie des criminels qui opèrent à Kinshasa à bord des voitures communément appelés «Ketchs.» Ils se sont spécialisés dans les enlèvements des personnes.

RDC : les pharmaciens préconisent l'organisation des élections dans la paix. «Aller aux élections est une bonne chose mais cela doit se faire dans la paix», a affirmé mardi 26 septembre, le président sortant du conseil de l'Ordre national des pharmaciens, Jean Baptiste Kalonji, à l'ouverture de leur IVe congrès ordinaire qui se tient à Kinshasa. Il a expliqué que ce IVe congrès ordinaire se déroule dans un contexte d'incertitude politique**.** Il dit ne pas comprendre les discours des politiciens «cacophoniques» et pense que «tout le monde veut les élections et en même temps, tout le monde ne le veut pas.» Le thème du congrès : «couverture sanitaire Universelle et exercice de la pharmacie en RDC.»

La RDC appelée à ratifier «rapidement» l'accord de Paris, conseille un expert environnemental. La RDC devrait «rapidement» ratifier l'accord de Paris, a conseillé mardi 26 septembre le professeur Kabasele Yenga, expert en environnement. Selon lui, le pays risque de perdre plus de 21 milliards de dollars américains, pour la gestion de ses forêts. Deux ans après la signature de ce texte par le président Joseph Kabila, l'accord sur le climat n'a toujours pas été ratifié. Les parlementaires accusent le gouvernement d'être à la base de ce blocage et plaide au préalable pour l'amélioration de la gestion du pays.

Nord-Kivu : la dégradation de la situation sécuritaire pénalise le travail des humanitaires. La situation sécuritaire se dégrade dans la partie Sud de l'axe Lubero-Kistombiro-Alibongo, fréquenté par des humanitaires en provenance de Goma ou de Beni (Nord-Kivu). Selon OCHA, cette situation est caractérisée par des attaques des groupes armés, provoquant des mouvements de population, et limitant ainsi, l'accès humanitaire dans cette zone. Des incursions ponctuelles des groupes armés Maï-Maï suivies des affrontements répétés avec les Fardc y sont régulièrement rapportés, d'après Ocha. Suite à ces contraintes sécuritaires, l'ONG Conseil Norgegien pour les Réfugiés (NRC), a suspendu l'évaluation entamée il y a quelques jours dans les localités des Kitsombiro et Alimbongo au Sud de Lubero où l'on a rapporté plus de 16 000 personnes déplacées depuis le mois de juin 2017. Ocha a aussi déploré que depuis plus de cinq mois maintenant, la situation de protection des civils et d'accès humanitaire ne s'améliore pas dans l'ouest de Butembo, notamment sur l'axe Kasugho-Vuyinga et sur la côte Ouest du Lac Edouard au Sud-Est de Lubero dans la zone de Kamandi-Lac.

Mercredi 27 septembre.

RDC: l'ONU préoccupée par l'usage de balles réelles contre des manifestants. Le chef de la mission de l'ONU en RDC (Monusco), M. Maman Sidikou, s'est dit "gravement préoccupé que l'utilisation de la force létale par les forces de défense et de sécurité congolaises, en réponse à des manifestations à Bukavu (province du Sud-Kivu), ait entraîné des pertes civiles dont des enfants", selon le communiqué. Le chef de la police du Sud-Kivu, le général Louis-Second Karawa, a rendu public mardi le bilan officiel de la manifestation de la veille : "Un mort (un écolier de 14 ans) et 53 blessés dont 9 policiers, un commissariat de police et le bureau du quartier Panzi ont été brûlés". De son côté, M. Sidikou fait état d'"une fillette de 8 ans atteinte par une balle perdue qui lui a été fatale" ajoutant que "selon des rapports crédibles reçus par la Monusco, des pertes supplémentaires sont à déplorer". L'usage de balles réelles pour réprimer les manifestations est courant en RDC. Fin 2016, au moins 40 personnes avaient été tuées par les forces de sécurité au cours de rassemblements dans plusieurs villes du pays contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila.

Radar Nishuli : « Aucun touriste n'a le courage de venir nous visiter ». Radar Nishuli, conservateur de la Réserve de faune à Okapis (RFO) : « En RDC comme dans la province de l'Ituri où se trouve la Réserve de Faune à Okapis (RFO), l'industrie touristique est oubliée au niveau de la RFO. Le massacre en 2012 de 14 Okapis qu'on avait dans le zoo et l'instabilité dans la région font qu'on nous a classés dans la zone rouge. Aucun touriste n'a le courage de venir nous visiter. Cela veut dire qu'au moment où je vous parle, il y a zéro touriste au niveau de la réserve de Faune à Okapis. Il plaide pour l'instauration de la sécurité dans cette région.

En 4 ans, la RDC a changé à trois reprises les permis de conduire. Dans une période de 4 ans, la RDC a changé à trois fois les permis de conduire, a dénoncé le chef d'antenne de la Commission nationale de la prévention routière (CNPR) à Kipushi et Kasumbalesa dans la province du Haut-Katanga, Marcel Mwamba. Il qualifie cette situation d'anormale et exhorte le vice-premier ministre des Transports de prendre des dispositions

pour que les nouveaux permis de conduire biométriques soient réellement sécurisés. Marcel Mwamba décrie le rançonnement de la population congolaise.

Kasaï-Central : l'Unicef s'engage à soutenir les enfants victimes des violences. L'Unicef s'engage à soutenir les enfants du Kasaï-Central touchés par les violences liées au phénomène Kamuina Nsapu, a affirmé Marie-Pierre Poirie, directrice régionale de cette agence onusienne pour la région d'Afrique de l'ouest et centrale mardi 26 septembre à Kananga (Kasaï Central). Marie-Pierre Poirier a indiqué que l'accent de l'intervention de l'Unicef serait mis sur l'éducation et la santé pour voir ce qu'il faudrait apporter aux enfants sortis de la milice. Elle indique que le soutien psychologique est indispensable pour les enfants qui sont sortis des milice.

Des victimes de violences sexuelles non indemnisées en Ituri et au Nord-Kivu. Plus de cent cinquante jugements ont été rendus par les tribunaux dans les affaires liées aux violences sexuelles à Bunia en Ituri et à Beni au Nord-Kivu, mais les victimes n'ont jamais reçu réparation. C'est le constat qui a été fait mardi 26 septembre à Bunia par l'Institut des droits de l'homme des barreaux congolais à l'issue de deux jours d'évaluation de la formation qu'elle a administrée à un groupe d'avocats et défenseurs judiciaires de ces deux villes pendant un an. Vingt-quatre avocats et défenseurs judiciaires sont mobilisés depuis un an dans la lutte contre les violences sexuelles. Ils sont soutenus par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Ils assistent les victimes dans les juridictions de l'Ituri et du Nord-Kivu. Si elles arrivent jusqu'à amener les affaires devant les juges, qui condamnent ou acquittent les prévenus, elles ne parviennent cependant pas à obtenir réparation pour les victimes, comme l'indique Me Roger Thoto, chargé de la formation à l'Institut des droits de l'homme des barreaux congolais.

Haut-Lomami: rupture d'intrants pour la prise en charge des malades du choléra à Malemba Nkulu. La zone de santé de Malemba Nkulu dans le Haut-Lomami est, depuis dimanche 24 septembre, en rupture totale des stocks d'intrants pour la prise en charge des malades du choléra, indique Ngoy Ngole, administrateur de ce territoire. Et pourtant, cette zone de santé connait la recrudescence des cas de choléra. Depuis le mois d'août, on y enregistre 564 cas dont 6 décès, rappelle la même source. Une équipe du ministère de la Santé en mission dans la province du Haut-Lomami est arrivée mardi soir à Malemba Nkulu munie de 200 litres de sérum Ringer.

La Monusco fermera «lorsque le Conseil de sécurité estimera que son mandat est accompli» La Monusco fermera ses portes lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU estimera que son mandat a été accompli, a déclaré la porte-parole intérimaire de la Mission onusienne en RDC, Florence Marshall, mercredi 27 septembre : «Le mandat de la mission est de contribuer à accompagner le peuple congolais sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement. Une fois que le Conseil de sécurité estimera que ce mandat a été accompli, il se prononcera pour le départ de la mission», a affirmé Florence Marshall. Elle répondait à une question sur la réaction de la Monusco à l'exigence du président congolais, Joseph Kabila, lors de la 72e Assemblée générale des Nations unies. Dans son discours prononcé à New York, il avait indiqué qu'après 20 ans de présence, la mission n'avait pas à s'éterniser en RDC. Florence Marshall a par ailleurs rappelé qu'un dialogue stratégique est engagé depuis quelques années déjà entre les Nations unies et le gouvernement congolais afin de s'entendre sur la stratégie de retrait de la Monusco.

Kasaï-Central : les députés provinciaux accusent six mois d'arriérés. Les députés provinciaux du Kasaï-Central accusent six mois d'arriérés de salaires. Sans savoir pourquoi ils ne sont pas payés, l'un d'eux, Raphael Kasonga, redoute que cette situation puisse impacter sur le fonctionnement de leur organe délibérant qui ouvre sa session ordinaire, le 30 septembre. Il a indiqué que quand les agents ne sont pas payés, «ils ne peuvent pas donner le meilleur d'eux pour fournir leur travail.»

Sud-Kivu : le calme revient à Uvira après des coups de feu entendus dans la matinée. Le calme est revenu à Uvira mercredi 27 septembre dans l'après-midi, après des tirs nourris à la mitraillette et à l'arme lourde, entendus sur les collines surplombant cette cité du Sud-Kivu. Le commandant des opérations militaires Sokola 2, le général Gustave Bwange Safari parle d'une tentative d'attaque de la ville par des éléments Maï-Maï. Mais l'armée a réussi à repousser le danger. Cette situation a produit une débâcle générale au centre commercial de Mulongwe. Les commerces, boutiques, écoles, banques, dépôts des vivres ainsi que certains services étatiques ont dû fermer en cascade. Le commandant des opérations Sokola 2 au Sud-Kivu affirme que le danger est écarté. Mais pendant que des tirs étaient entendus sur les collines, d'autres coups de feu étaient retentissaient au niveau de la prison centrale Mulunge d'uvira. Des sources fiables parlent d'une évasion de six détenus dont un a été tué par les forces de sécurité, deux autres sont blessés, mais deux autres encore ont réussi à s'échapper.

L'ONU déplore la «dégradation inquiétante» de la situation des droits de l'homme en RDC. Dans son rapport publié mardi 26 septembre, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme déplore la

«dégradation inquiétante» de la situation des droits de l'homme en RDC. Ce document couvre la période allant de juin 2016 à mai 2017. Toutefois, les Nations unies soulignent les efforts entrepris par le gouvernement congolais notamment dans la lutte contre les violences sexuelles et la libération des prisonniers politiques ou d'opinion. Selon le rapport de l'ONU, plusieurs manifestations organisées pour contester le pouvoir en place ont été réprimées par un usage excessif et disproportionné de la force, y compris létale. La dégradation de la situation des droits de l'homme dans les provinces du Kasaï au cours de la période examinée est alarmante, fait savoir le rapport de l'ONU. Depuis la mort du chef traditionnel, tué en août 2016 par des militaires, les activités des miliciens se sont répandues dans les provinces de l'espace Kasaï. Suite à ces actions, les forces de défense et de sécurité aurait répondu de manière disproportionnée aux actions de cette milice, ciblant des personnes suspectées d'être affiliées aux Kamuina Nsapu et causant au moins 548 victimes d'exécutions extrajudiciaires, dont 34 femmes et 153 enfants, selon le BCNUDH. L'ONU dit saluer les efforts du gouvernement dans l'amélioration de la situation des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la lutte contre les violences sexuelles et l'application des mesures de décrispation adoptées dans l'accord du 31 décembre 2016.

Jeudi 28 septembre.

Abbé Nshole : «Les évêques se sont engagés à ne pas abandonner le peuple congolais». Une délégation de l'Eglise catholique mène depuis cette semaine une campagne de plaidoyer auprès des institutions européennes sur la situation générale de la RDC. Dans une interview, le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), l'abbé Donatien Nshole, a expliqué : «Les évêques se sont engagés à ne pas abandonner le peuple congolais sur le chemin de son bien-être et de la démocratie. Ils ont lancé un appel aux politiciens, ils ont lancé un appel au peuple congolais; c'est tout à fait normal qu'ils lancent aussi un appel aux partenaires du Congo. Nous sommes dans un contexte de la mondialisation», a indiqué l'abbé Nshole. Il a fait savoir que la Cenco avait « toujours fait les plaidoyers pour le pays à l'étranger.» Pour l'abbé Nshole, l'accord du 31 décembre 2016 reste l'unique feuille de route qui peut sortir le pays de cette crise. La délégation de la Cenco est conduite par Mgr Marcel Utembi, son président. Il est accompagné du président de la commission Justice de paix.

Affrontements à Uvira : la Monusco déploie des troupes pour protéger les civils. Dans un communiqué de presse rendu public jeudi 28 septembre, la Monusco annonce avoir déployé la veille des casques bleus à Uvira (Sud-Kivu), afin de dissuader toute attaque contre la ville et éviter l'escalade du conflit. Selon ce communiqué, le commandant-adjoint de la MONUSCO est sur le site afin de superviser ce déploiement des forces onusiennes. « Cette réponse robuste est guidée par notre mandat. La Monusco est fermement engagée à la protection des civils, y compris les groupes vulnérables tels que les réfugiés et personnes déplacées», a expliqué le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République démocratique du Congo, Maman Sidikou. Mercredi 27 septembre, des miliciens venus de Rugongo avaient attaqué la cité d'Uvira, provoquant une panique parmi la population. Mais, l'armée a réussi à repousser l'attaque. D'après des sources militaires, les assaillants seraient coalisés aux rebelles burundais. **L'armée repousse une nouvelle attaque des miliciens à Uvira.** Les forces armées de la RDC ont repoussé jeudi 28 septembre une attaque que des miliciens Yakutumba avaient de nouveau lancée dans la matinée contre la cité d'Uvira. Des sources locales renseignent que des nouvelles unités des FARDC venues en renforts ont été déployées dans la matinée de ce jeudi sur les collines surplombant la cité d'Uvira pour une opération de nettoyage à Fizi. Elles ont pris le contrôle de Makobola en limite avec le territoire de Fizi. Actuellement, les combats se poursuivent dans la localité de Swima à Fizi, où les militaires progressent, a assuré le major Tshimwanga. Sur le terrain, les mêmes sources font savoir que toutes les activités restent paralysées à Uvira. Aucun service frontalier n'a ouvert ses portes, notamment à Kavimvira, une localité frontalière située en face du Burundi et où des troupes de l'armée ont été déployées.

Kasaï-Central : deux personnes blessées à la grenade à Kazumba. Deux personnes ont été blessées mardi 26 septembre dans un marché du groupement de Kalumbayi dans le territoire de Kazumba après l'explosion d'une grenade que leur a lancé un policier. L'incident s'est produit durant un accrochage entre policiers et habitants de Kalumbayi.

Désiré Baere, ancien journaliste de Radio Okapi, est décédé. L'ancien journaliste de Radio Okapi Désiré Baere est décédé jeudi 28 septembre à Kinshasa, il a succombé d'un infarctus. Désiré Baere fut parmi les journalistes pionniers de Radio Okapi. Il a été recruté en 2002 et présentait le journal en français. Il va ensuite quitter la Radio onusienne pour rejoindre la Commission électorale indépendante (CEI) où il va s'occuper de la communication électorale. Avec cette expertise acquise dans le domaine électoral, Désiré Baere sera recruté par la division électorale de l'ONUCI, la mission de maintien de la paix en Côte d'Ivoire. Le mandat fini, il retournera au pays pour diriger le centre des ressources pour les medias à Kinshasa. Peu avant sa mort, il était chargé du centre d'informations électorales, une structure mise en place par la Ceni en collaboration avec le PNUD.

Le président de la commission de l'UA Moussa fa-Kim à Kinshasa. Le président de la commission de l'Union africaine Moussa fa-Kim, est arrivé à Kinshasa, jeudi 28 septembre, pour une visite officielle de 48 heures, dans le cadre de la recherche des pistes de sortie de crise politique en RDC. Dans son agenda, une série de rencontres est prévue avec les responsables des institutions de la République, la commission électorale nationale indépendante (Ceni), la classe politique et la société civile.

RDC : la situation des droits de l'homme est «accablante et terrible», (OIF). La situation des droits de l'homme en RDC est «accablante et terrible», s'inquiete l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La secrétaire générale de la Francophonie, Michaelle Jean, se dit fortement préoccupée par les violences et les agissements graves dont fait état le rapport annuel du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en RDC. Ce rapport a été présenté mardi 26 septembre à Genève, devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Selon ce document, l'ONU déplore la «dégradation inquiétante» de la situation des droits de l'homme en RDC. Pour Michaelle Jean de l'OIF, la dégradation continuelle de la situation sécuritaire et humanitaire contribue à aggraver de manière significative les blocages politiques en RDC.

Les commissions électorales de la SADC invitent la Ceni à «publier rapidement le calendrier électoral». Les délégués d'une dizaine de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) invitent la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de la RDC «à publier rapidement le calendrier électoral.» C'est la substance de la déclaration finale des participants, à la clôture, mercredi 27 septembre, de la 19e conférence générale annuelle du Forum des commissions électorales de la SADC (ECF), qui s'est tenue à Kinshasa. Les délégués ont aussi encouragé la Ceni à poursuivre ce processus électoral, car pour le Forum, c'est une avancée significative de la part de la Ceni qui a déjà un fichier électoral de plus de 42 millions d'enrôlés, sur un total de 45 millions attendus. Les participants aux travaux ont également souligné l'importance de la tenue des élections, facteur clé d'une paix durable, qui doivent mener au développement dans l'espace de la SADC. Pendant trois jours, les présidents des commissions électorales de la SADC avaient réfléchi sur l'indépendance de leurs organes dans la gestion des élections.

RDC : le général Etumba veut «en finir définitivement» avec les miliciens d'Uvira. Le chef d'Etat-major général de l'armée, le général Didier Etumba, est arrivé à Bukavu jeudi 28 septembre dans l'après-midi en provenance de Kinshasa via Goma (Nord-Kivu). Il dit se rendre à Uvira au Sud-Kivu, «pour essayer d'en finir définitivement» avec les miliciens, qui s'y affrontent depuis quelques aux Fardc. Les activités ont timidement repris à Uvira et la situation est sous le contrôle de l'armée, après une journée agitée. Des miliciens de Yakutumba avaient en effet attaqué la cité à partir du lac Tanganyika. D'après le porte-parole de l'armée au Sud-Kivu, Le major Louis Claude Tshimwanga trois miliciens ont été capturés pendant les combats vers Makobola, et deux embarcations en bois des forces rebelles ont coulé dans le lac Tanganyika sous les tirs de Fardc, souligne la même source.

Vendredi 29 septembre.

RDC : l'ANAPI propose la réduction du coût de création d'entreprise. Le montant à payer à la création d'une entreprise en RDC devrait passer de cent vingt dollars américains à quatre-vingts dollars américains. Il s'agit d'un des points contenus dans les réformes proposées, mardi 26 septembre, par l'Agence nationale pour la promotion de l'industrie (ANAPI). Cette proposition est faite dans le cadre du rapport Doing Business 2019 afin d'améliorer le climat des affaires en RDC. L'ANAPI a aussi suggéré la réduction du temps dans le traitement des dossiers relatifs à la création d'entreprise, qui devrait être de trois jours. Les reformes présentées par l'ANAPI concernent quatre indicateurs, qui sont : La création d'entreprise ; Le paiement des taxes et impôts ; Le raccordement à l'électricité ; Le règlement d'insolvabilité.

Sénat : débat sur la proposition de loi sur le statut des anciens présidents de la République. Les sénateurs ont débattu jeudi 27 septembre sur une proposition de loi portant sur le statut des anciens présidents de la République élus. Ce projet de loi garantie la sécurité personnelle de l'ancien président élu, la sécurité de sa famille ainsi que de son patrimoine, a précisé le sénateur à Radio Okapi.

L'IRDH salue le rapport de l'ONU sur les droits de l'homme en RDC. L'Institut de recherche en droit humains (IRDH) se réjouit de la publication mardi dernier du rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la RDC. Cette ONG estime que ce rapport constitue une opportunité pour le gouvernement congolais de revoir sa façon de gérer le pays. Ce rapport recommande aux autorités congolaises notamment la libération des défenseurs des droits humains, des détenus politiques et d'opinion, rappelle l'IRDH.

Le mouvement Filimbi traduit en justice le maire de Bunia. Le mouvement citoyen Filimbi a porté jeudi 28 septembre plainte contre le maire intérimaire de Bunia, Ferdinand Fimbo Lebiliye. Ce dernier est accusé d'avoir ordonné l'arrestation mardi 19 septembre de onze activistes de Filimbi, qui s'apprêtaient à marcher en mémoire des victimes des émeutes des 19 et 20 septembre 2016 à Kinshasa. Filimbi dénonce une « violation grave du droit à la liberté des manifestations », rappelant que les activistes interpellés avaient été séquestrés durant trois jours dans l'amigo du sous-commissariat (Sous-Ciat) de la police située dans la mairie de Bunia. De son côté, le maire intérimaire de Bunia soutient que le mouvement Filimbi n'a pas qualité de le traduire en justice parce qu'il n'est pas reconnu par la loi congolaise.

4 morts dans un glissement de terres à Lushebere. Au moins quatre personnes sont mortes et trois autres disparues dans un éboulement de terres, jeudi à Lushebere, localité située à environ 6 km de Masisi-Centre. Les quatre victimes font parties d'une même famille. Il s'agit d'un couple et deux de leurs cinq enfants. Ils étaient tous dans la maison lorsque le glissement des terres s'est produit et a charrié leur logis jusqu'à la petite rivière Bihito, selon les autorités locales. A la base de ce glissement des terres, une forte pluie qui s'est abattue dans la région.

Uvira : reprise timide des activités après les violences de la veille. Les activités reprennent progressivement à Uvira après des attaques que les miliciens Yakutumba ont lancées jeudi contre cette cité du Sud-Kivu à partir du lac Tanganyika. L'administrateur intérimaire d'Uvira Stéphanie Milenge Matundanya, qui a reçu une délégation de la Monusco ce vendredi, assure que la situation est sous contrôle et demande à la population de vaquer librement à ses occupations.

L'Unicef appelle tous les partenaires à se joindre à la réponse humanitaire dans le Kasaï. Madame Marie-Pierre Poirier, directrice Régionale de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre appelle les partenaires à soutenir les déplacés et à donner une réponse aux besoins humanitaires de cette population. Le Gouvernement, l'Unicef et leurs partenaires ont lancé de grandes campagnes de vaccination, de distribution de moustiquaires, et de retour à l'école, pour répondre aux besoins des populations du Kasaï. Aujourd'hui, des familles déplacées commencent à rentrer dans leurs communautés. Et ces villages dévastés ont urgemment besoin d'aide pour consolider la paix retrouvée, indique le communiqué de l'Unicef. Le document rend compte aussi de l'indignation de Madame Marie-Pierre Poirier des violences dont sont victimes les enfants dans cette zone. La santé et l'éducation des enfants sont également mises en péril. Les enfants font face aux risques d'épidémies étant donné que le cycle de vaccination de milliers d'enfants a été interrompu. De plus, 400.000 enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère. Depuis le début de la crise des attaques sur plus de 200 centres de santé et 400 écoles ont été documentées, rendant précaire l'accès aux services de base de la santé et de l'éducation, rapporte le communiqué de presse de l'Unicef.

L'Union européenne suspend l'émission de vignettes visa sur les passeports semi-biométriques congolais. « Cette mesure est imposée par la durée de validité du passeport : un visa ne peut être émis que sur un passeport disposant au moins de trois mois de validité ; les passeports semi-biométriques de RDC voyant leur validité expirer désormais le 16 octobre prochain, toute émission de visa sur ces passeports devient impossible légalement », explique le communiqué. Naturellement, poursuit le document, les visas déjà émis sur ces mêmes passeports resteront pleinement valides du point de vue de la législation européenne s'ils sont accompagnés d'un titre de voyage en cours de validité. Selon ce communiqué, les passeports semi-biométriques congolais ont toujours été acceptés en espace Schengen, tout comme les passeports biométriques depuis la fin 2015. Il n'y a jamais eu de remise en cause, pour quelque raison que ce soit, de la validité d'un passeport congolais, sauf naturellement, quand il était établi qu'il était frauduleux ou contrefait. Pour l'Union européenne, cette mesure est motivée par la décision du ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de RDC de retirer de la circulation, à dater du 16 octobre 2017, les passeports semi-biométriques.

RDC : les cadres et agents de l'Enseignement Technique et Professionnel opposé à la fusion de leur secrétariat. Les agents et cadres du secrétariat général de l'Enseignement technique et professionnel ont organisé ce vendredi 29 septembre un sit-in devant le bâtiment du ministère de la Fonction publique à Kinshasa pour s'opposer à la fusion de leur secrétariat général avec celui de l'Enseignement primaire et secondaire. « Il y a eu une ordonnance qui a créé l'Enseignement technique et professionnel qui était mis sur pied avec des structures et un secrétariat général. Ce n'est qu'au mois de janvier 2017, lorsqu'il y a eu publication du gouvernement Badibanga, le ministère a été transformé en ministère de la Formation professionnelle, métiers et artisanat. Maintenant nous ne comprenons absolument rien, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire revendique nos attributions, notamment la gestion des établissements à caractère technique et professionnelle », dénonce Patrick Bovile. II fait remarquer ceux des cadres et agents qui ont été transférés de l'Enseignement primaire et secondaire vers l'Enseignement technique ne sont pas payés.

Nord-Kivu : lancement des travaux de construction du pont Semuliki. Les travaux de construction du pont Semuliki dans la province du Nord-Kivu ont été lancés ce vendredi 29 septembre par l'entreprise chinoise EZCT Zangwei, qui réhabilite la route Beni-Kasindi, depuis le mois de juillet dernier. Le conseiller technique du gouverneur de la province du Nord-Kivu, Roger Malinga, annonce la fermeture pour à peu près une semaine de cet axe, à partir du dimanche 1er octobre.

Samedi 30 septembre.

L'ONU demande un calendrier électoral «dès que possible». L'ONU a demandé vendredi 29 septembre à la RDC de publier «dès que possible» un calendrier électoral «réaliste», à l'approche de la date-butoir du 31 décembre pour organiser la succession du président Joseph Kabila. Une résolution en ce sens, déposée par la Tunisie au nom des pays africains, a été adoptée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, par 45 voix pour, 1 contre (Etats-Unis) et 1 abstention (Corée du Sud). La résolution demande aux autorités de RDC de «publier, dès que possible, un calendrier électoral réaliste», «conformément à l'accord du 31 décembre 2016», et encourage le gouvernement à «créer sans tarder les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres, transparentes, ouvertes et pacifiques, en particulier dans la perspective des élections législatives et présidentielle.» Elle encourage aussi le gouvernement à «redoubler d'efforts pour mettre fin à la violence» et à poursuivre «activement ses efforts» pour «mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces graves violations et abus des droits de l'homme.» Elle souligne aussi l'importance de «libérer toutes les personnes arbitrairement détenues, notamment les défenseurs des droits de l'homme et les personnes aux affiliations politiques différentes.»

Crash d'un avion militaire à N'sele : tous les membres d'équipage sont morts. Un avion militaire cargo s'est écrasé samedi 30 septembre, aux environs de 7h30 du matin, quelques minutes après son décollage de l'aéroport de N'djili. D'après le commandant de cet aéroport international, Georges Tabora, il y aurait au moins 10 personnes à bord, tous membres d'équipage qui n'ont pas survécu. L'appareil qui décollait à destination de Bukavu, aurait connu un problème technique juste après le décollage et avait perdu le contact radio avec la tour de contrôle.

Uvira : MSF poursuit le traitement du choléra malgré les affrontements entre Fardc et miliciens. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) dit poursuivre le traitement du choléra, en dépit des combats qui opposent les Forces armées de la RDC aux miliciens Maï-Maï Yakutumba. Ces deux forces s'affrontent dans la ville d'Uvira au Sud-Kivu.
Cinq décès ont été enregistrés au cours du mois de septembre, sur 261 nouveaux enregistrés dans la zone de santé d'Uvira (Sud-Kivu). Le dernier cas de décès est survenu vendredi 22 septembre matin, suite à un transfert tardif d'un malade séquestré à domicile.

Sud-Kivu : MSF dément avoir fourni des munitions et armes aux miliciens Yakutumba. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) ne transporte pas d'armes pour le compte des miliciens Maï-Maï Yakutumba à Baraka dans le Sud-Kivu. Son chef des missions, Philippe Tood, l'a affirmé vendredi 29 septembre, dans une interview accordée à Radio Okapi. Il répondait aux accusations du ministre de Développement rural, Justin Bitakwira. Ce dernier avait déclaré au cours de l'émission Dialogue entre Congolais que cette organisation ravitaillait les miliciens en armes et munitions, sous prétexte de leur fournir des médicaments. Dans un communiqué publié le même vendredi, MSF a rappelé qu'il exerce en RDC depuis 1981 dans 22 projets, «avec le seul but de fournir des services médicaux d'urgence à la population dans le besoin.» A Fizi, cette organisation travaille depuis 2003 et n'a jamais reçu d'accusations de ce genre ni d'aucune sorte.

Radio Okapi : le studio local de Kananga rouvert, 12 ans après. Radio Okapi a rouvert son studio local de Kananga au Kasaï-Central, vendredi 29 septembre. Cette station a été fermée depuis 2005. La cérémonie officielle de son inauguration s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités, dont le vice-gouverneur de la province. A Kananga, le studio local de Radio Okapi reprend ses émissions 12 ans après sa fermeture. Il avait cessé d'émettre après la fermeture des bureaux de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco). Les auditeurs de Kasaï-Central pourront désormais suivre les programmes régionaux de leur province sur la fréquence modulée 93.0. L'antenne provinciale se déroulera de 17h05'-18h00', heure de Kananga.

Crash de l'avion à N'sele : 11 morts dont 6 expatriés et 5 congolais (Commandant aéroport). Un Antonov-12 s'est écrasé samedi 30 septembre vers 7 heures du matin, quelques minutes après son décollage de l'aéroport de N'djili à Kinshasa. D'après le commandant de cet aéroport, Georges Tabora, le bilan fait état de onze morts, dont six expatriés et cinq Congolais. Il rapporte que l'appareil qui se rendait à Bukavu aurait connu un problème technique après son décollage et a perdu le contact avec la tour de contrôle. Des sources militaires renseignent

que l'Antonov 12, transportait des munitions, bombes et d'autres effets militaires, en partance vers Bukavu. «Quand le pilote a senti le danger, il a basculé l'avion vers le bas. Avec la charge à l'intérieur, l'avion a piqué vers le sol. C'est entré dans le sol marécageux. C'est le feu qui a provoqué la détonation des bombes que nous avons entendues», a relaté un témoin.

Sud-Kivu : l'armée congolaise invite Yakutumba à se désarmer volontairement «dans 48 heures». Le haut commandement militaire des Fardc demande au chef milicien Yakutumba de présenter «dans 48 heures» une feuille de route de son désarmement volontaire, ainsi que de sa milice. Un très haut gradé de l'armée régulière dépêché par l'Etat-major général pour superviser les opérations militaires au Sud-Kivu a révélé cette position officielle de l'armée samedi 30 septembre. Le haut-commandement militaire se dit surpris et n'acceptera jamais que le phénomène Yakutumba jadis sous-évalué prenne autant de poids pour déstabiliser la région d'Uvira et de Fizi. Il affirme que tous les moyens de la République, en hommes et en matériels, sont mobilisés pour mettre fin à ce phénomène. L'armée affirme ne détenir aucune preuve de soutien de Yakutumba par des pays voisins. Par contre, plusieurs preuves font état des alliances de Yakutumba avec de rebelles burundais de Forebu. Ces alliés seront traqués au même titre que Yakutumba.